



# Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

## QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

### PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 8 MARS 1902.

#### AVIS DU GOUVERNEMENT

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

35

#### Nominations

##### DÉPARTEMENT DU SECRÉTAIRE DE LA PROVINCE

Québec, 28 février 1902.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT GOUVERNEUR, le 26 février 1902, en vertu de l'article 327 du code municipal, de nommer MM. Edward Keays et Melvin Adams, conseillers de la municipalité du canton Ristigouche, comté Bonaventure, en remplacement d'eux-mêmes, aucune élection n'ayant eu lieu dans le mois de janvier dernier, suivant la loi.

985

##### DÉPARTEMENT DU SECRÉTAIRE DE LA PROVINCE.

Québec, 4 mars 1902.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, le 4 mars 1902, en vertu des dispositions de l'article 340 du code municipal, de nommer M. François Leblanc, conseiller de la municipalité de la paroisse de La Présentation, comté Saint-Hyacinthe, en remplacement de M. Osidas Desrochers.

1021

### PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 8th MARCH, 1902.

#### GOVERNMENT NOTICES.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock on the Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but will appear in the next subséquent number.

36

#### Appointments

##### PROVINCIAL SECRETARY'S DEPARTMENT.

Quebec, 28th February, 1902.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, on the 26th of February, 1902, in virtue of the provisions of article 327 of the municipal code, to appoint Messrs. Edward Keays and Melvin Adams, councillors of the municipality of the township Ristigouche, county of Bonaventure, continued in office, seeing that there has been no election in the month of January last, according to law.

986

##### PROVINCIAL SECRETARY'S DEPARTMENT.

Quebec, 4th March, 1902.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, on the 4th of March, 1902, in virtue of the provisions of article 340 of the municipal code, to appoint Mr. François Leblanc, councillor of the municipality of La Présentation, county of Saint-Hyacinth, to replace Mr. Osidas Desrochers.

1022

## DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

*Nomination de commissaires d'écoles.*

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 28 février dernier, 1902, de nommer commissaires de la municipalité scolaire de "Broughton", Beauce, M. Frédéric Vachon, en remplacement de M. Ephrem Vachon; M. Louis Blais, en remplacement de M. Esdras Turcotte et M. Eleusippe Gingras, en remplacement de M. Pierre Bolduc, lesquels MM. Ephrem Vachon, Esdras Turcotte et Pierre Bolduc, n'avaient pas les qualités requises pour être commissaires d'écoles. 1009

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, de révoquer la commission pour la décision sommaire des petites causes, en date du premier décembre 1892, pour la paroisse de Sainte-Geneviève de Batiscan, et de nommer par commission en date du vingt-sept février 1902, MM. François-Xavier Massicotte, fils de Louis, Pierre Fugère, cultivateurs, Donat Baribeau, Joseph Belanger, Florent Leblanc, marchands, et Clovis Deguise, manufacturier, de Sainte-Geneviève de Batiscan, commissaires de la dite cour. 1015

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du vingt-huitième jour de février 1902, de nommer M. Adolphe Germain, avocat et conseil du Roi, de la cité de Montréal, magistrat de district pour le district de Richelieu. 1013

## Avis du Gouvernement

No 1099.01.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

*Délimitation de municipalités scolaires.*

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 28 février dernier (1902), de détacher de la municipalité de Saint-Cyprien, comté de Napierville, les lots suivants du cadastre de la paroisse de Saint-Cyprien, savoir: No 517 jusqu'au No 541 inclusivement, du VIII<sup>e</sup> rang de la dite paroisse; et les lots No 705 jusqu'au No 731 inclusivement, du IX<sup>e</sup> rang de la susdite paroisse, et les annexer, pour les fins scolaires, à la municipalité de "Lacolle," comté de Saint-Jean.

Cette annexion ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain 1902. 993

No 3028.01.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

*Délimitation de municipalités scolaires.*

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 28 février dernier (1902), de détacher de la municipalité de la paroisse de Saint-Côme de Kénébec, comté de Beauce, les lots Nos 50, 51, 52 et 53 du premier rang de Linière, et les annexer, pour les fins scolaires, à la municipalité du village de Saint-Côme de Kénébec, dans le même comté.

Cette annexion ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain 1902. 987

No 1732.01

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

*Erection d'une nouvelle municipalité scolaire.*

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 3

## DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION

*Appointment of school commissioners.*

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 28th of February last, 1902, to appoint as school commissioners for the school municipality of "Broughton", Beauce, Mr. Frederic Vachon, to replace Mr. Ephrem Vachon; Mr. Louis Blais, to replace Mr. Esdras Turcotte, and Mr. Eleusippe Gingras, to replace Mr. Pierre Bolduc, the said Messrs. Ephrem Vachon, Esdras Turcotte and Pierre Bolduc not having the qualifications required to be school commissioners. 1010

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased to revoke the commission for the summary trial of small causes, dated the first of December, 1892, for the parish of Sainte Geneviève de Batiscan, in the county of Yamaska, and to appoint, by commission dated the twenty-seventh day of February, 1902, Messrs. François-Xavier Massicotte, son of Louis, Pierre Fugère, farmers, Donat Baribeau, Joseph Bélanger, Florent Leblanc, merchants, and Clovis Deguise, manufacturer, of Sainte Geneviève de Batiscan, commissioners of the said court. 1016

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the twenty-eighth day of February, 1902, to appoint Mr. Adolphe Germain, advocate and King's Counsel, of the city of Montreal, district magistrate for the district of Richelieu. 1014

## Government Notices

No. 1099.01.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

*Boundary of school municipalities.*

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 28th of February last (1902), to detach from the municipality of Saint Cyprien, county of Napierville, the following cadastral lots, namely: No. 517 to No. 541 inclusively, of the VIII<sup>th</sup> range of the said parish, and lots Nos. 705 to No. 731 inclusively, of the IX<sup>th</sup> range of the said parish, and to annex them, for school purposes, to the school municipality of "Lacolle," in the county of Saint John's.

This annexation is to take effect only on the 1st of July next, 1902. 994

No. 2028.01.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

*Boundary of school municipalities.*

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 28th of February last (1902), to detach from the municipality of the parish of Saint Come of Kenebec, county of Beauce, the lots Nos. 50, 51, 52 and 53 of the first range of Linière, and to annex them, for school purposes, to the municipality of the village of Saint Come of Kennebec, in the same county.

The annexation will come into effect only on the 1st of July next, 1902. 988

No 1732.01

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

*Erection of a new school municipality.*

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the

mars courant 1902, d'ériger en municipalité scolaire distincte sous le nom de "Magpie" dans le comté de Saguenay, tout le territoire compris dans les limites suivantes : au nord, la ligne séparant le territoire de la seigneurie de Mingan de celui des terres de la Couronne, à l'est la rivière Magpie, au sud, le golfe St-Laurent, et à l'ouest la rivière Jupitagan.

Cette érection, ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain (1902.) 1031

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Mines et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les vente, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :

Canton Humqui.

Lot 41, du 4e rang, à Nap. Mignault.  
Lot 30, du 5e rang, à Fortunat Leblanc.

Canton Matalik.

Lot 2, du 1er rang, à Albéric Verrier.

Canton Fox.

Lot 15, du 2e rang Est, à Chs. Parent.

Canton York.

Lot 4, du 3e rang, à Elias Thompson.

E. E. TACHÉ,  
Sous-ministre. 1075

Québec, 8 mars 1902.

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Mines et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les ventes, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :  
Adj. 6365.

Dorion.

Lots 8 et 9, du 5e rang, à Chs Darby.  
Lots 3 et 4, du 4e rang, à Chs Darby.

E. E. TACHÉ,  
Sous ministre.

Département des Terres,  
Mines et Pêcheries.

Québec, 28 février 1902. 999

CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF.

Québec, 28 février 1902.

Présent : Le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en Conseil.

Attendu qu'une résolution passée par le conseil municipal de la paroisse de Saint-André d'Acton, dans le comté de Bagot, le troisième jour de mai 1901, a fait voir à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, que la publication de tout avis, règlement ou résolution du dit conseil municipal, à être fait en vertu du code municipal de la province de Québec, pourra se faire dans la langue française seulement, sans préjudice pour aucuns des habitants de la dite municipalité ; et attendu que toutes les formalités de la loi ont été remplies ;

Il est ordonné que les avis, règlements et résolutions du dit conseil municipal de la paroisse Saint-André d'Acton, dans le comté de Bagot, dont la publication est prescrite par les dispositions du code municipal de la province de Québec, se publient à l'avenir dans la langue française seulement.

GUSTAVE GRENIER,  
Greffier du Conseil Exécutif.

983

3th of March instant, 1902 to erect into a distinct school municipality by the name of "Magpie", in the county of Saguenay, all the territory comprised in the following limits : to the north, the line separate the territory of the seigniory of Mingan of that the Crown lands ; to the east the river Magpie ; to the south the river St Lawrence, and to the west the river Jupitagan.

This erection, should take effect only on the 1st of July next (1902) 1032

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Mines and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :

Township Humqui.

Lot 41, of 4th range, to Nap. Mignault.  
Lot 30, of 5th range, to Fortunat Leblanc.

Township Matalik.

Lot 2, of 1st range, to Albéric Verrier.

Township Fox.

Lot 15, of 2nd range East, to Chs. Parent.

Township York.

Lot 4, of 3rd range, to Elias Thompson.

E. E. TACHÉ,  
Deputy Minister. 1076

Quebec, 8th March, 1902.

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Mines and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :  
Adj. 6365.

Dorion.

Lots 8 and 9, in 5th range, to Chs Darby.  
Lots 3 and 4, in 4th range, to Chs Darby.

E. E. TACHÉ,  
Deputy minister.

Department of Lands,  
Mines and Fisheries

Quebec, 28th February, 1902. 1000

EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER.

Quebec, 28th February, 1902.

Present :—The LIEUTENANT GOVERNOR in Council.

Whereas by resolution passed by the municipal council of the parish of Saint André d'Acton, in the county of Bagot, on the third day of May, 1901, it hath been shewn to the Lieutenant Governor, that the publication of any notice, by-law or resolution of the said municipal council, to be made under the provision of the municipal code of the province of Quebec, may be so made in the french language only, without detriment to any of the inhabitants of the said municipality ; and whereas all the formalities required by law have been observed ;

It is ordered that the notices, by-laws and resolutions of the said municipal council of the parish of Saint André d'Acton, in the county of Bagot, the publication of which is required by the provisions of the municipal code of the province of Quebec, be henceforth published in the french language only.

GUSTAVE GRENIER,  
Clerk of Executive Council

984

## CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF.

Québec, 7 mars 1902.

Présent : le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en Conseil.

Attendu qu'une résolution passée par le conseil municipal de la paroisse de Saint-Majorique de Farnham, dans le comté de Drummond, le deuxième jour de décembre 1901, a fait voir à Son Honneur le lieutenant-gouverneur que la publication de tout avis, règlement ou résolution du dit conseil municipal, à être fait en vertu du code municipal de la province de Québec, pourra se faire dans la langue française seulement, sans préjudice pour aucun des habitants de la dite municipalité ; et attendu que toutes les formalités requise par la loi ont été remplies ;

Il est ordonné que les avis, règlements et résolutions du dit conseil municipal de la paroisse de Saint-Majorique de Farnham, dans le comté de Drummond, dont la publication est prescrite par les dispositions du code municipal de la province de Québec, se publient à l'avenir dans la langue française seulement.

GUSTAVE GRENIER,  
Greffier du Conseil Exécutif.

1083

Avis public est par le présent donné qu'en vertu de la " loi corporative des compagnies à fonds social ", des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du vingt-septième jour de février 1902, incorporant Etienne Henri Parent, ingénieur civil, de la cité d'Ottawa ; Paul Etienne Parent, ingénieur civil, de la cité de Montréal ; Dame Emma Préfontaine, épouse séparée de biens de Etienne Henri Parent, ingénieur civil, de la cité d'Ottawa, et par lui dûment autorisée ; Louis Etienne Parent, gérant, de la paroisse de Sainte-Agathe des Monts ; Henri Etienne Parent, commis, de la paroisse de Sainte-Agathe des Monts, pour les fins suivantes, savoir : d'acquies et continuer les affaires pour le commerce de bois, exploitation de chantiers, de moulins à scie de la scierie Sainte-Agathe des Monts ; de faire en général le commerce de bois, d'acquies des limites et exploiter des limites à bois, d'avoir et opérer des moulins à scie et faire le commerce en général sous le nom de " La Scierie Sainte-Agathe des Monts ", avec un fonds social de trente mille piastres (\$30,000.00) divisé en trois cents actions (300) de cent piastres (\$100) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce premier jour de mars 1902.

ADELARD TURGEON,  
Secrétaire de la province.

1017

Avis public est par le présent donné que, en vertu de la loi corporative des compagnies à fonds social, des lettres patentes ont été émises sous le grand sceau de la province de Québec, en date du quatrième jour de mars 1902, incorporant Albrecht, Pagenstecher, de la cité de New-York, dans l'état de New-York, états-unis d'Amérique, manufacturier ; Warran Curtis, du même lieu, manufacturier ; Frederick Fulton Farmer, de la cité des Trois-Rivières, dans la province de Québec, manufacturier ; Frank Louis Farmer, de la dite cité des Trois-Rivières, marchand de bois, et Léonidas Heber Davidson, de la cité de Montréal, un des conseil de Sa Majesté, dans les buts suivants, savoir : faire les affaires de manufacture en général ; acquies, produire et transmettre le pouvoir moteur de toute sorte, y compris le courant électrique pour aucun objet et d'en faire le commerce soit par vente, loyer ou autrement ; construire, acquies, maintenir et émettre en opération tous moulins, manufacture et autres travaux et matériel qui peuvent être nécessaire ; avec pouvoir de s'associer avec toute autre compagnie ayant les mêmes pouvoirs et buts, ou d'acquies par achat, loyer ou autrement les droits et privilèges de toute telle compagnie ; et d'acquies, posséder par achat, loyer ou autrement et en disposer, tel qu'il peut être déterminé,

## EXECUTIVE COUNCIL CHAMBERS.

Québec, 7th March, 1902.

Present : The LIEUTENANT GOVERNOR in Council.

Whereas by resolution passed by the municipal council of the parish of Saint Majorique de Farnham, in the county of Drummond, on the second day of December, 1901, it hath been shewn to the Lieutenant-Governor that the publication of any notice, by-law or resolution of the said municipal council to be made under the provisions of the municipal code of the province of Québec, may be so made in the french language only, without detriment to any of the inhabitants of the said municipality ; and whereas all the formalities required by law have been observed ;

It is ordered that the notices, by-laws and resolutions of the municipal council of the parish of Saint Majorique de Farnham, in the county of Drummond, the publication of which is required by the provisions of the municipal code of the province of Québec, be henceforth published in the french language only.

GUSTAVE GRENIER,  
Clerk of Executive Council.

1084

Public notice is hereby given that, under " the Joint Stock Companies Incorporation Act, " letters patent have been issued under the great Seal of the province of Québec, bearing date the twenty-seventh day of February, 1902, incorporating Etienne Henri Parent, civil engineer, of the city of Ottawa ; Paul Etienne Parent, civil engineer, of the city of Montreal ; Dame Emma Préfontaine, wife separated as to property of Etienne Henri Parent, civil engineer, of the city of Ottawa, and by him duly authorized ; Louis Etienne Parent, manager, of the parish of Sainte Agathe des Monts ; Henri Etienne Parent, clerk, of the parish of Sainte Agathe des Monts, for the following purposes, namely : to acquire and continue the lumber business, working shanties, and saw mills of the Scierie Sainte Agathe des Monts ; to carry on a general lumber trade, to acquire limits and work timber limits, to own and run saw mills and carry on a general business, by the name of " La Scierie Sainte Agathe des Monts ", with a capital of thirty thousand dollars (\$30,000.00) divided into three hundred (300) shares, of one hundred dollars (\$100) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Québec, this first day of March, 1902.

ADELARD TURGEON,  
Provincial Secretary.

1018

Public notice is hereby given that, under " The Joint Stock Companies Incorporation Act ", letters patent have been issued under the great seal of the province of Québec, bearing date the fourth day of March, 1902, incorporating Albrecht Pagenstecher, of the city of New York, in the state of New York, united states of America, manufacturer ; Warren Curtis, of the same place, manufacturer ; Frederick Fulton Farmer, of the city of Three Rivers, in the province of Québec, manufacturer ; Frank Louis Farmer, of the said city of Three Rivers, lumberman, and Léonidas Heber Davidson, of the city of Montreal, one of His Majesty's counsel for the following purposes, viz : carrying on a general manufacturing business ; of acquiring, producing and transmitting motive power of any and all kinds, including electric current for any and all uses, and of dealing therein either by sale, lease or otherwise ; of constructing, acquiring, maintaining and operating all and every such mills, factories and other works and plants, as may be necessary ; with power to consolidate with any other company with like powers and aims, or to acquire by purchase, lease or otherwise the right and privileges of any such company ; and to acquire, hold and dispose of by sale, lease or otherwise, as may be determined, all such moveable or immoveable property as may be necessary for the

les meubles et immeubles qui peuvent être nécessaires aux fins des dites affaires ou en rapport avec icelles, sous le nom de "The Gres Falls Company", avec un fonds social de cinq cent mille piastres (\$500,000.00), divisé en cinq mille (5,000) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce quatrième jour de mars 1902.

1033

ADELARD TURGEON,  
Secrétaire de la province.

LOI DES DIFFÉRENDIS OUVRIERS DE  
QUÉBEC

EXTRAIT DU RÉGISTRE DU GREFFIER DES CONSEILS DE  
CONCILIATION ET D'ARBITRAGE.

Les noms des personnes et le nombre de recommandations reçues de la part des patrons sont comme suit :

George Darveau, 6 ; Louis Terreau, 1 ; Major Walter Laurie, 1 ; Charles W. Davis, 1 ; William McMaster, 1 ; J. Lessard, 1.

Les noms des personnes et le nombre de recommandations reçues de la part des employés sont comme suit :

Omer Brunet, 11 ; Adolphe Gariépy, 10 ; Joseph Tanguay, 5 ; Edouard Little, 1 ; Joseph Lessard, 1.  
1019

DÉPARTEMENT DU SECRÉTAIRE DE LA PROVINCE.

Québec, 1er mars 1902.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 28 février 1902, d'autoriser, en faveur de Camille Perreault, écuyer, notaire public, demeurant en la cité de Montréal et y pratiquant, ainsi qu'en la paroisse de Saint-Isidore, comté Laprairie, dans le district de Montréal, la transmission des minutes, répertoires et index des notaires François Théophile Langevin et Joseph Napoléon Colpron, en conformité des dispositions du code du notariat.

ADELARD TURGEON,  
Secrétaire de la province.  
997

No. 3405.01.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS.

*Delimitation de municipalités scolaires.*

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Damien de Stanbridge, Missisquoi, le lot No 228 du cadastre du canton de Stanbridge ; aussi, de détacher de la municipalité scolaire de Saint Pierre de Vérone, Missisquoi, les lots suivants du dit cadastre du canton de Stanbridge, savoir : Nos 27, 195, 201, 202, 207, 210, 211, 212, 217, 241, 242, 243, et les annexer, pour les fins scolaires, à la municipalité de "Saint-Armand Ouest," Missisquoi, pour les catholiques seulement.

La dite annexion, si elle est autorisée, ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain, 1902.

923-2

DÉPARTEMENT DU SECRÉTAIRE DE LA PROVINCE.

Québec, 15 février 1902.

Avis est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, par Robert Bennett Hutcheson, écuyer, notaire public, de la ville de Westmount, et pratiquant en la cité de Montréal, district de Montréal, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index du notaire John Helder Isaacson, en son vi-

purposes or in connection with the said business, under the name of "The Gres Falls Company", with a capital stock of five hundred thousand dollars (\$500,000.00), divided into five thousand shares (5,000) of one hundred dollars (\$100) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this fourth day of March, 1902.

1034

ADELARD TURGEON,  
Provincial secretary.

THE QUEBEC TRADE DISPUTE'S  
ACT.

EXTRACT FROM THE REGISTER OF THE CLERK OF THE  
COUNCILS OF CONCILIATION AND OF ARBITRATION.

The names of the persons and the number of recommendations received on the part of the employers are as follows :

George Darveau, 6 ; Louis Terreau, 1 ; Major Walter Laurie, 1 ; Charles W. Davis, 1 ; William McMaster, 1 ; J. Lessard, 1 ;

The names of the persons and the number of recommendations received on the part of the employers are as follows :

Omer Brunet, 11 ; Adolphe Gariépy, 10 ; Joseph Tanguay, 5 ; Edward Little, 1 ; Joseph Lessard 1.  
1020

PROVINCIAL SECRETARY'S OFFICE.

Québec, 1st March, 1902.

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 20th November instant, 1902, to authorize, in favor of Camille Perreault, esquire, notary public, residing in the city and district of Montreal, and practising there, as well as in the parish of Saint Isidore, county of Laprairie, in the district of Montreal, the transfer of the minutes, repertory and index of the notaries François Théophile Langevin and of Joseph Napoléon Colpron, pursuant to the provisions of the notarial code.

ADELARD TURGEON,  
Provincial secretary.  
998

No 3405.01.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

NOTICE

*Boundaries of school municipalities.*

Application is made to detach from the school municipality of Saint-Damien de Stanbridge, Missisquoi, lot No. 228 of the cadastre of the township of Stanbridge ; also, to detach from the school municipality of Saint Pierre de Vérone, Missisquoi, the following lots of the said cadastre of the township of Stanbridge, namely : Nos. 27, 195, 201, 202, 207, 210, 211, 212, 217, 241, 242, 243, and to annex them, for school purposes, to the municipality of St-Armand West, Missisquoi, for catholics only.

This annexation, if it is authorized, is to take effect only on the 1st of July next, 1902.

924

PROVINCIAL SECRETARY'S DEPARTMENT.

Québec, 15th February, 1902.

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, by Robert Bennett Hutcheson, esquire, notary public, of the town of Westmount, and practising in the city and district of Montreal, by which he asks for the transfer in his favor of the minutes, repertory and index of John Helder Isaacson, in his lifetime notary public, prac-

vant notaire public, pratiquant en la cité de Montréal, en vertu des dispositions du code du notariat. Article 3685 des S. R. P. Q.

797-3 ADELARD TURGEON,  
Secrétaire de la province.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE

Québec, 21 janvier 1902.

Avis est par le présent donné, conformément aux règles 49 et 50 de l'Assemblée Législative, que nulle pétition pour un bill privé ne sera reçue par cette chambre, après le vingt-septième jour de février prochain, qu'aucun bill privé ne pourra être présenté après le sixième jour de mars prochain, qu'aucun rapport d'un comité permanent ou spécial sur un bill privé ne pourra être reçu après le treizième jour du dit mois de mars.

421-5 L. G. DESJARDINS  
Greffier de l'Assemblée Législative.

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS  
DU CONSEIL LEGISLATIF.

*Relatifs aux avis de Bills Privés.*

48.—Toute demande de bills privés, qui sont proprement du ressort de la Législature de la Province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoir, ou autres travaux semblables; soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; incorporation d'une cité, ville, village ou autres municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le ré-arpentage de tout canton, l'égne ou concession; ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte intérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir:

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage les personnes se proposant de faire cette pétition, devront en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

tising in the city of Montreal, in virtue of the provisions of the notarial code. Article 3685 R. S. P. Q.

798 ADELARD TURGEON,  
Provincial secretary

LEGISLATIVE ASSEMBLY

Quebec, 21st January, 1902.

Notice is hereby given, that, in conformity with the rules 49 and 50 of the Legislative Assembly, no petition for any private bill, shall be received by the House, after the twenty-seventh day of February next, that no private bill shall be introduced after the sixth day of March next, that no report of any standing or select committee upon a private bill shall be received after the thirteenth day of said month of March.

422 L. G. DESJARDINS,  
Clerk of the Legislative Assembly,

EXTRACTS OF RULES AND REGULATION  
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL.

*Relating to notices for Private Bills.*

53.—All application for private bills, proper within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53 whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam of slide, or other like works the granting of a right of ferry; the construction of works for supplying gas or water the incorporation of an particular profession or trade, or of any joint stock company the incorporation of a city, town, village, or other municipality; the levying of any local Assessment; the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township; the removal of the site of any county town, or of local offices; the regulation of any common; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter, or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community, or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows viz:—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the English and French languages, and in one newspaper in the English, and one newspaper in the French language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette*, and in a paper published in an adjoining district.

Such notice shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll-bridge, is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts or vessels, and mentioning also whether they intend to erect drawbridge or not, and the dimensions of the same.

60.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif ou pour toute autre objet de profit, ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation, ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaises et françaises, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés; et s'il y a des amendements lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui ne demandent a passeront devant le bureau des bills privés 250 exemplaires en français et 100 en anglais du bill tel qu'amendé; Et de plus aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un desclers en loi constatant que le projet de loi a été lu, examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur de la Reine, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et on sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts. Le dépositaire du reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payé au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de la seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

60.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage; or for amending, extending, or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public; accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof; and all such bills shall be prepared in the English and French languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the House, and two hundred and fifty copies thereof in French, and one hundred in English, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file at the private bill office two hundred and fifty additional copies in French and one hundred copies in the English language, of the bill as amended, and, moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bill before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the Queen's printer shall have been filed with the clerk that the cost of printing two hundred and fifty of the act in English and five hundred copies in French, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not disposed in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the cost of printing the same is paid in each house.

31

LOUIS FRECHETTE,

G. C. L.

## ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

*Bills privés.*

Nulle pétition pour un bill privé n'est reçue après l'expiration des deux premières semaines de la session. Aucun bill privé ne peut être présenté après l'expiration des trois premières semaines de la session. Aucun rapport d'un comité permanent ou spécial sur un bill privé ne peut être reçu après l'expiration des quatre premières semaines de la session.

1. Toute demande de bills privés relative à des matières qui tombent dans les catégories de sujets dépendant de la législature de Québec, d'après l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire ou autres travaux semblables, soit pour la concession d'un droit de passeur, soit pour l'incorporation d'un commerce ou métier spécial, ou d'une compagnie à fonds social; soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village ou

32

LOUIS FRECHETTE

C. L. O.

## LEGISLATIVE ASSEMBLY.

*Private Bills.*

No petition or any Private Bill shall be received after the first two weeks of the Session. No Private Bill shall be introduced after the first three weeks of the Session. No report of any Standing or Select Committee upon a Private Bill shall be received after the first four weeks of the Session.

All applications for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec within the purview of "The British North America Act, 1867, whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Road, Telegraph or Telephone line; the construction or improvement of a Harbour, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company, the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipal

autre municipalité ; soit pour le prélèvement d'une cotisation locale ; soit pour la division d'une municipalité, ou d'un comté pour des fins autres que celles de la représentation dans la législature ; soit pour le changement du chef-lieu d'un comté ou le déplacement de bureaux locaux ; soit pour le scarpentage d'un canton ou d'une ligne ou d'une concession de canton ; soit pour concéder à un ou à des individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, ou l'autorisation de faire quoi que ce soit de nature à affecter les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société ; soit pour faire un amendement d'une nature semblable à un statut existant, — doit être précédé d'un avis spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes être signé au nom de ceux pour qui la demande est faite et doit être publiée dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal publié en français et dans un journal publié en anglais dans le comté concerné ; et si l'il n'y a pas soit de journal publié en français, soit de journal publié en anglais dans le district, alors dans un journal publié en français ou dans un journal publié en anglais dans le district voisin.

3. Cet avis, dans chaque cas, doit être publié d'une manière continue durant une période d'au moins un mois pendant l'intervalle entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au Greffier par ceux qui l'ont publié, pour être déposés au bureau du comité des ordres permanents.

Lorsqu'il s'agit d'un bill privé autorisant la construction d'un pont de péage, la ou les personnes se proposant de demander ce bill doivent, dans l'avis exigé par la règle précédente, indiquer les péages qu'elles se proposent d'exiger, l'étendue du privilège, la hauteur des arches — l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des trains de bois et navires — et l'intention de construire ou non un pont-lévis et les dimensions de ce pont-lévis.

Toute personne demandant un bill privé lui conférant quelque privilège ou profit exclusif, ou conférant un avantage personnelle ou corporatif, ou quelque amendement à un statut existant, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et déposer en même temps entre les mains du comptable de la Chambre une somme suffisante pour payer l'impression de 550 exemplaires en français et 400 exemplaires en anglais, et aussi \$2.00 par page de matière imprimée pour la traduction, et cinquante centimes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

Ces sommes doivent être payées immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant qu'il soit examiné par le comité.

Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ou de ces lettres patentes doit en être annexé.

lity, or of any County for purposes other than the of Representation in the Legislature ; the removal of the site of a County Town or of any local offices ; the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession ; or for granting to and individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any existing Act, — shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the English and French language, and in one newspaper in the English, and in one newspaper in the French language, and in the district affected and in default of either or a newspaper in such District, then in a similar newspaper published in an adjoining District.

3. Such Notice shall be continued, in the case of a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the Petition ; and copies of the newspapers containing the first and last insertion of such notice shall, be sent by the parties who inserted such notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-Bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the Notice prescribed by the Standing Rule, specify the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers, for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

Any person seeking to obtain any Private Bill giving any exclusive privilege or profit, or private or corporate advantage, or for any amendment of any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the session, a copy of such Bill in the English or French language, and shall at the same time deposit with the accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 400 copies in English and 550 copies in French, and also \$2 per page of printer matter for the translation and 50 cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the contractor.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

Such payments shall be made immediately after the second reading before the consideration of the Bill by such Committee.

When any bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

"Les bills pour incorporer es villes ne devront contenir que les dispositions dérogoires à l'acte des clauses générales des corporations de ville, et spécifiant, dans chaque cas particulier, la clause ou statut général que l'on désirera éluder et en remplaçant par une nouvelle clause celle à laquelle il sera ainsi dérogé. Les bills qui ne seront pas rédigés conformément à cette règle, seront refaits par ceux qui en demanderont la passation et réimprimés à leurs dépens, avant d'être examinés par le comité des bills privés."

"Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre, et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoirs électriques ou hydrauliques devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer."

"Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone et la situation des ateliers des compagnies de pouvoirs électriques et hydrauliques devront être produits devant le comité auquel ces bills seront référés, et ce comité ne pourra procéder avant leur production."

"Lorsque les bills privés sont introduits dans but d'amender des actes existants, ces bills doivent décrire la clause que l'on désire amender soit révoquée et remplacée par la nouvelle clause, en indiquant les amendements entre crochets."

Dans le cas où les promoteurs de ces bills ne se conformeraient pas à cette disposition, le greffier en chef du bureau des bills privés doit les faire imprimer dans cette forme aux frais des promoteurs.

a) "Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen de tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente."

(b) "Une copie certifiée de la résolution du bureau, ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés."

L. G. DESJARDINS

33

Greffier de l'Assemblée Législative.

## Demandes à la Législature

Avis public est par les présentes donné, que Joseph Napoléon Landry, de la cité de Saint Henri, comté d'Hochelaga, médecin, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'autoriser le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à l'admettre au nombre de ses membres, et à lui accorder une licence pour pratiquer comme médecin et chirurgien dans cette province.

ROBILLARD, RIVET & LANCTOT,

Avocats du requérant.

Montréal, 3 février 1902.

645.5

Avis est par les présentes donné que Roch Moïse Samuel Mignault, médecin, de Saint-Michel d'Yamaska, Jules Allard, avocat, Oscar Gladu, notaire, Elisée Courchesne, registrateur, de Saint-François du Lac, Adolphe Laperrière, fils, marchand, de

Bills for the incorporation of town only shall contain such provisions as may derogate from the town corporations general clauses act, specifying in each special case the clause of the general act which is sought to be departed from, and replacing it by a new clause to be substituted for the one so departed from. Bills which are not framed according to this rule shall be re-framed by the promoters and reprinted at their expense before the Private Bill Committee passes upon such clauses.

All Bills authorizing the building of any railway-turnpike road, telegraph or telephone line shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating electric, water and power companies shall clearly specify the particular privilege conferred, with the name of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such railways turnpike roads, telegraph or telephone lines and the positions of the works of any such electric, water and power companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred and until so produced, the said Committee shall not proceed hereon.

When Private Bills are introduced for the purpose of amending existing acts, such Bills shall enact that the clause sought to be amended be repealed, and replaced by the new clause, indicating the amendment between brackets:

In the event of the promoters not complying with this rule, the chief clerk of the private bills office shall be charged with the duty of having the bills printed in that shape at the expense of the promoters.

(a) "Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, chemist or dentist; shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desire to enter; and the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

(b) "A certified copy of the resolution of the board or council of management approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time the copy of the bill, in order that it may be submitted to the Private Bills Committee."

L. G. DESJARDINS.

34

Clerk of the Legislative Assembly

## Applications to the Legislature

Public notice is hereby given that Joseph Napoléon Landry, of the city of Saint Henri, county of Hochelaga, physician, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain an act to authorize the college of physicians and surgeons of the province of Quebec, to admit him amongst its members, and to grant him a license to practise as physician and surgeon in this province.

ROBILLARD, RIVET & LANCTOT,

Attorneys for petitioner.

Montreal, 3rd February, 1902.

646

Notice is hereby given that Roch Moïse Samuel Mignault, physician, of Saint Michel d'Yamaska, Jules Allard, advocate, Oscar Gladu, notary, Elisée Courchesne, registrar, of Saint François du Lac, Adolphe Laperrière, jnr, merchant, of Saint Thomas

Saint-Thomas de Pierreville, Louis Téléphore Trempe, négociant, Arthur Edmond Pontbriand, manufacturier, Charles Omer Paradis, négociant, Charles John Campbell Würtele, avocat, Cyrille Labelle, bourgeois, Louis Sigebert Robitaille, négociant, Jean François Régis Latraverse, médecin, Gustave Hardy, négociant, Bruno Leclair, contracteur, Jean Baptiste Arthur Falardeau, négociant, Jean François Félix Boulais, banquier, de Sorel, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte les incorporant eux et ceux qui s'adjoindront à eux, sous le nom de "La Compagnie Electrique de Sorel," et leur octroyant une charte pour acquérir, ériger, construire, étendre, entretenir et exploiter, dans les comtés de Verchères, Richelieu, Yamaska et Nicolet, des lignes et systèmes électriques pour la production de la lumière, de la chaleur et de la force motrice et toute autre source de lumière, de chaleur et de force et toutes autres industries se rattachant aux diverses applications de l'électricité ou en résultant, des moulins et usines pour le sciage et la préparation du bois, la fabrication de la pulpe, et des moulins à farine; à ces fins, utiliser les pouvoirs hydrauliques situés sur la rivière Saint-François entre et y compris la paroisse de Saint-Joachim et le village de la paroisse de Saint-François du Lac; acquérir et posséder tous pouvoirs hydrauliques, faire tous travaux nécessaires pour fournir la lumière, la chaleur et la force motrice aux cités, villes, villages et paroisses, et aux établissements industriels se trouvant dans les dits comtés; acquérir et posséder tous terrains, et les exproprier si besoin, nécessaires pour construire chaussées, ateliers, usines, etc., avec tous les droits, pouvoirs et privilèges nécessaires aux dits fins.

JULES ALLARD,

Procureur des requérants.

Saint-François du Lac, 24 janvier 1902. 721-4

Avis public est par les présentes donné que je m'adresserai à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'autoriser le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à m'admettre au nombre de ses membres, et à m'accorder une licence pour pratiquer comme médecin et chirurgien dans cette province.

WILLIAM CHARLES MILLS, M. D.

Montréal, 11 février 1902. 731-4

Avis est par le présent donné que "The Liverpool and London and Globe Insurance Company" s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'amender l'acte concernant la dite compagnie, 45 Victoria, chapitre 64, en donnant à la dite compagnie plein pouvoir de tenir et posséder des immeubles pour les fins de ses affaires et pour les louer, et pour corriger certaines erreurs dans la rédaction du dit acte.

CRAMP & EWING,

Solliciteurs des requérants.

Montréal, 1er février 1902. 625.5

Avis public est par les présentes donné qu'il sera demandé à la législature de Québec, à sa prochaine session, de passer un acte incorporant la "Société d'Administration Générale", et conférant à cette compagnie les pouvoirs d'exécuter des fidéicommiss, d'administrer des successions ou autres biens, de recevoir des dépôts, d'agir comme agents financiers généraux, exécuteurs, gardiens et liquidateurs.

ALBERT DELORIMIER,

Procureur des requérants.

Montréal, 3 février 1902. 679.5

AVIS PUBLIC

Est par les présentes donné que la Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu, du Canada, s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une

de Pierreville, Louis Téléphore Trempe, trader, Arthur Edmond Pontbriand, manufacturer, Charles Omer Paradis, trader, Charles John Campbell Würtele, advocate, Cyrille Labelle, burgess, Louis Sigebert Robitaille, trader, Jean François Régis Latraverse, physician, Gustave Hardy, trader, Bruno Leclair, contractor, Jean Baptiste Arthur Falardeau, trader, Jean François Félix Boulais, banker, of Sorel, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the purpose of obtaining the passing of an act incorporating them and all such others as may join them, under the name of the "Sorel Electric Company", and granting them a charter for the purpose of acquiring, erecting, building, extending, maintaining and operating in the counties of Verchères, Richelieu, Yamaska and Nicolet, electric lines and systems for producing light, heat and motive power and for all other industries connected with the various cases to which electricity may be applied or resulting therefrom, mills and workshops for sawing and preparing lumber and manufacturing pulp and also grist mills, authorizing them for such purpose to make use of the water powers on the Saint Francis river between and including the parish of Saint Joachim and the village of the parish of Saint François du Lac; to acquire and own all water-powers, to do all the necessary works for employing light, heat and motive power to cities, towns, villages and parishes and to industrial establishments in the aforesaid counties; to acquire and own all lands and expropriate the same when necessary for building dams, workshops factories, &c., with all the rights, powers and privileges necessary to the said purposes.

JULES ALLARD,

Solicitor for applicants.

Saint François du Lac, 24th January, 1902. 722

Public notice is hereby given that I will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain an act to authorize the college of physicians and surgeons of the province of Quebec, to admit me amongst its members, and to grant me a license to practise as physician and surgeon in this province.

WILLIAM CHARLES MILLS, M. D.

Montreal, 11th February, 1902. 732

Notice is hereby given that The Liverpool and London and Globe Insurance Company will apply at the next session of the Legislature of the province of Quebec, for an act to amend the act relating to said company, 45 Victoria, chapter 64, by giving said company full power to hold and possess real estate for the purposes of its business and for rental, and to correct certain errors in the wording of said act.

CRAMP & EWING,

Solicitors for applicants.

Montreal, 1st February, 1902. 626

Public notice is hereby given that application will be made at the next session, of the Legislature of Quebec, for the passing of an act to incorporate the "Société d'Administration Générale," with power to execute trusts, administer estates or other property, receive deposits, act as general financial agents, as executors, gardiens and liquidators.

ALBERT DELORIMIER,

Attorney for applicants.

Montreal, 3rd February, 1902. 680

PUBLIC NOTICE

Is hereby given that "La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le Feu, du Canada" will apply to the Quebec Legislature, at its next session, to obtain the passing of an act to confer certain additional

loi ayant pour objet de lui conférer certains pouvoirs additionnels, et d'amender la loi des compagnies d'assurances mutuelles en ce qui concerne : le quorum de ses directeurs ; la limitation de ses polices, et leur annulation en certains cas ; la publication de ses avis de cotisations ; la réponse des directeurs dans les cas d'incendie ; le contenu du rapport annuel à être fait au gouvernement, ainsi que la taxe spéciale imposée par la cité de Montréal sur les compagnies d'assurance contre l'incendie, faisant affaires et prenant des risques dans la cité ; et autres objets parmi lesquels seront le droit de tenir un département d'assurance sur la vie et changer le nom de la compagnie en rapport avec sa nouvelle raison d'être.

J. H. JOANETTE,

Procureur de la requérante.

Montréal, 5 février 1902.

671-5

Avis public est par le présent donné que Joseph Germano, des cité et district de Montréal, clerk de notaire, 20, rue Saint-Jacques, Montréal, s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte l'autorisant à exercer la pratique du notariat en cette province, sans examen.

Montreal, 28 janvier 1902.

533-5

Avis public est par le présent donné que "The Shawinigan Water and Power Company" s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'amender la charte de la compagnie dans les buts suivants :

1° Pour autoriser la compagnie à construire ses travaux et écluses soit sur l'une ou l'autre ou les deux rives de la rivière Saint-Maurice.

2° Pour entrer sur les chemins publics et places publiques pour y construire et maintenir ses lignes, poteaux pour fils métalliques, conduits, tuyaux et autres appareils.

3° Pour ratifier l'émission du stock payé.

4° Les formalités devant être faites avant la construction d'aucun de ses travaux.

5° L'inspection des dits travaux et appareils.

6° L'expropriation des terres requises pour ses opérations.

7° Les endroits dans lesquels elle peut conduire l'électricité et pour d'autres fins.

GREENSHIELDS, GREENSHIELDS

& HENEKER,

Solliciteurs des requérants.

Montréal, 6 février 1902.

703-5

## Avis Divers

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1° Le nom collectif proposé de la compagnie sera "The Eagle Electric Light Company."

2° L'objet pour lequel l'incorporation est demandée est : d'acquérir, posséder, mettre en opération, louer, fournir, vendre et autrement employer l'eau, l'électricité, la vapeur et autre pouvoir pour les fins d'éclairage, de chauffage et de pouvoirs moteurs, et de louer de "The Labrador Electric and Pulp Company" le pouvoir suffisant pour les fins de cette compagnie, et aussi aucun des droits et privilèges que cette compagnie a acquis par sa charte.

3° La place d'affaires de la dite compagnie sera spécialement dans les comtés de Charlevoix et de Montmorency.

powers and to amend the mutual fire insurance companies law in what it refer to : the quorum of its directors ; the limitation of its policies and their cancellations in certain cases ; the publication of its assessments notices ; the directors answer in case of fire ; the contain of the annual report to be made to the government ; the special tax imposed by the city of Montreal on the fire assurance companies doing business and taking risks in the city, and other objects among which will be right to keep a department of life assurance and to change the company's name according to its new *raison d'être*.

J. H. JOANETTE,

Attorney for Applicants

Montreal, 5th February, 1902.

672

Public notice is hereby given that Joseph Germano, of the city and district of Montreal, notary's clerk, No. 20, Saint James street, Montreal, will apply to the Quebec Legislature, at its next session, to obtain an act authorizing him to practise the notarial profession in this province, without examination.

Montreal, 28th January, 1902.

534

Public notice is hereby given that the Shawinigan Water and Power Company will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to amend the company's charter in the following respects :

1. To enable the company to construct its works and dams on either or both banks of the river Saint Maurice.

2. To enter upon highways and public places for constructing and maintaining thereon its lines, wires poles, conducts, pipes and other appliances.

3. To ratify the issue of paid up stock.

4. The formalities to be carried out previous to the construction of any of its works.

5. The inspection of said works and appliances.

6. The expropriation of lands required for its operations.

7. The localities in which it may conduct electricity and for other purposes.

GREENSHIELDS; GREENSHIELDS

& HENEKER,

Solicitors for applicants.

Montreal, 6th February, 1902.

704

## Miscellaneous Notices

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant-Governor in council, for a charter of incorporation by letters patent under the provisions of the "The Joint Stock Companies Incorporation Act," incorporating the applicants and such other persons as may hereafter become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The proposed corporate name of the company is the "Eagle Electric Light Company"

2. The object for which incorporation is sought is to acquire, possess, operate, lease, furnish, sell and otherwise use water, electric, steam and other power for lighting and eating purposes and motive powers, and to lease and rent from The Labrador Electric and Pulp Company sufficient power for the purposes of this company, and also any of the rights and privileges that company has acquired by its charter.

3. The said company will carry on business specially in the county of Charlevoix and the county of Montmorency.

4° Le principal bureau de la compagnie sera dans la cité de Montréal, district de Montréal et province de Québec.

5° Le montant du fonds social de la dite compagnie sera de \$25,000.00.

6° Le nombre d'actions sera de deux cents, et le montant de chaque action sera de cent piastres.

7° Les noms au long, résidence et profession des requérants sont comme suit : Rodolphe Forget, courtier ; Charles Archer, avocat ; Rolland Préfontaine, électricien ; Joseph L. Perron, avocat ; Joseph Avila Thivierge, comptable, tous de la cité de Montréal.

8° Les requérants ci-dessus nommés seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la compagnie, lesquels sont tous résidents en Canada et sujets de Sa Majesté le Roi.

ARCHER & PERRON,  
Procureurs des requérants.

Montréal, 27 février 1902.

1001

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, les personnes ci-après mentionnées s'adresseront à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, pour obtenir une charte d'incorporation en vertu des dispositions de la Loi Corporative des compagnies à fonds social de la province de Québec.

1° Le nom de la compagnie sera "The T. F. Moore Company."

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont :

(a) D'acheter et vendre du bois, charbon, coke, foin, grain et aliment de toutes sortes.

(b) De faire en général les affaires d'entrepreneur, de drayeur et charroyeur.

3° Le principal bureau de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal, dans la province de Québec.

4° Le montant du fonds social de la dite compagnie sera de dix mille piastres (\$10,000.00).

5° Le nombre d'actions sera de cent, de \$100.00 chacune.

6° Les noms au long, résidences et professions des requérants sont comme suit : Charles Francis Moore, marchand ; Robert Alfred Ernest Greenshields, avocat ; Arnold Wainwright, étudiant ; Holsey Lorne Mitchell, commis, et Alexander Wardrope Greenshields Macalister, avocat, tous des cités et district de Montréal, lesquels seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie.

GREENSHIELDS, GREENSHIELDS  
& HENEKER,

Solliciteurs des requérants.

Montréal, 6 mars 1902.

1081.

Avis est par les présentes donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour la province de Québec, en vertu de la loi corporative des compagnies à fonds social, et ses amendements, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, incorporant les requérants ci-après nommés et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

Premièrement.—Le nom collectif de la compagnie proposée sera "The Charles A. Bull Produce Company."

Deuxièmement.—L'objet pour lequel l'incorporation est demandée, est d'acheter et vendre du beurre, du fromage, des œufs et produits agricoles en général.

Troisièmement.—La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal.

Quatrièmement.—Le fonds social de la dite compagnie sera de cinquante mille piastres.

Cinquièmement.—Le nombre d'actions sera de cinq cents, et le montant de chaque action sera de cent piastres.

4. The head office of the company will be in the city of Montreal, district of Montreal, and province of Quebec.

5. The amount of capital stock of the said company will be \$25,000.00.

6. The number of shares will be two hundred, and the amount of each share will be of one hundred dollars.

7. The names in full, address and calling of each of the applicants are as follows : Rodolphe Forget, broker ; Charles Archer, advocate ; Rolland Préfontaine, electrician ; Joseph L. Perron, advocate ; Joseph Avila Thivierge, accountant, all of the city of Montreal.

8. That the above applicants are to be the first or provisional directors of the company and all reside in Canada and are subjects of His Majesty the King.

ARCHER & PERRON,  
Attorneys for applicants.

Montreal, 27th February, 1902.

1002

Public notice is hereby given that within one month after the last publication hereof in the *Quebec official Gazette*, the persons hereinafter mentioned will apply to His Honor the Lieutenant-Governor in council for the province of Quebec, for the granting of a charter of incorporation under the provisions of the Joint Stock Companies Act, for the province of Quebec.

1. The name of the company is to be "The T. F. Moore Company."

2. The objects for which incorporation is sought are :

(a) To buy and sell wood, coal, coke, hay, grain and feed of all kinds.

(b) To do a general contracting, dredging and cartage business.

3. The head office of the said company shall be in the city of Montreal, in the province of Quebec.

4. The amount of the capital stock of the said company is to be ten thousand dollars (\$10,000.00).

5. The number of shares is to be one hundred, of the par value \$100.00 each.

6. The name in full and the address and calling of each of the applicants, are as follows : Charles Francis Moore, marchand ; Robert Alfred Ernest Greenshields, advocate ; Arnold Wainwright, student ; Holsey Lorne Mitchell, clerk, and Alexander Wardrope Greenshields Macalister, advocate, all of the city and district of Montreal, who shall be the first or provisional directors of the said company.

GREENSHIELDS, GREENSHIELDS  
& HENEKER,

Solicitors for applicants.

Montreal, 6th March, 1902.

1082

Notice is hereby given that, within one month from the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, an application will be made to His Honor the Lieutenant-Governor in council, for the province of Quebec, under the "Joint Stock Companies' Act and amendments" thereto, for a charter of incorporation by letters patent, to incorporate the applicants hereinafter named and such other persons as may become shareholders in the proposed company, under the name and for the purposes mentioned.

First.—The corporate name of the proposed company is "The Charles A. Bull Produce Company."

Second.—The object for which the incorporation is sought, is the purchase and sale of butter, cheese, eggs and general agricultural produce.

Third.—The chief place of business of the said company is the city of Montreal.

Fourth.—The capital stock of the said company is fifty thousand dollars.

Fifth.—The number of shares is five hundred, and the amount of each share is one hundred dollars.

Sixièmement.—Les noms au long, résidence et profession des requérants sont comme suit: Charles Irving Knight, de Hatley Est, province de Québec, marchand général; Aaron Bull, de Farnham Est, dans la province de Québec, gentilhomme; Charles Albert Bull, de la cité de Montréal, marchand de produits; Demoiselle Annie Allison Horrigan, de la cité de Portland, Angleterre, fille majeure; Roswell Corse Fisher, de la cité de Montréal, gentilhomme; Horace H. Bailey, de la cité d'Ottawa, dans la province d'Ontario, commis. Les trois premiers ci-dessus nommés seront les premiers directeurs de la dite compagnie. Tous les dits directeurs sont résidents en Canada et sujets de Sa Majesté.

**DAVIDSON & RITCHIE,**

Procureurs des requérants.

Montréal, 26 février 1902.

1945 2

Avis est donné qu'une demande sera faite au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes sous le grand sceau :

1° Le nom corporatif de la compagnie proposée sera : "La Compagnie de laiterie Saint-Laurent."

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont : faire le commerce des écrémeuses centrifuges, des boîtes à beurre et à fromage, et de toutes les machineries, instruments, appareils, gréments et fournitures servant à la fabrication du beurre, du fromage et des autres produits du lait; manufacturer les dites écrémeuses - centrifuges, machineries, instruments, appareils, gréments, fournitures ou parties d'icelles; fabriquer le beurre, le fromage ou tous autres produits appartenant ou dérivant de l'industrie laitière, et en faire commerce; et pour toutes les fins ci-dessus, ou pour quelque-unes d'entre elles, acquérir, posséder, vendre, échanger, hypothéquer des immeubles dans les limites de cette province, et faire toutes choses relatives aux objets de la compagnie.

3° Le siège principal des affaires de la compagnie, sera à Saint-Prosper, dans le comté de Champlain, province de Québec.

4° Le fonds social sera de cinquante mille dollars, divisé en cinq cents parts de cent piastres chacune.

5° Les requérants sont : Alfred Trudel, cultivateur; Joseph Tancrede Trudel, cultivateur; François Xavier Ovide Trudel, inspecteur; Dollard Trudel, cultivateur, tous de Saint-Prosper, dans le comté de Champlain, et Auguste Trudel, inspecteur, de la paroisse de Sainte-Geneviève, dans le comté de Champlain.

6° Les requérants, tous sujets de Sa Majesté et résidents en Canada, seront les premiers directeurs de la compagnie.

Daté à Montréal, ce douzième jour de février mil neuf cent deux.

**HENRI TRUDEL,**

Procureur des requérants.

755-4

Avis est donné que dans le cours du mois qui suivra la dernière publication du présent avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, demande sera faite à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, d'une charte d'incorporation par lettres patentes, suivant les dispositions de l'acte des compagnies à fonds social, à l'effet d'incorporer les requérants et toutes autres personnes qui pourraient devenir actionnaires dans la compagnie projetée, sous le nom et pour les fins suivantes :

1° Le nom proposé de la compagnie projetée est "Amiot, Lecours & Larivière Incorporée" ou "Amiot, Lecours & Larivière Incorporated."

2° L'objet pour lequel cette charte est demandée, est le commerce et la fabrication de tous articles de ferronnerie, plomberie, quincaillerie, peinture, matériel de constructions, métaux de toute espèce fabriqués ou non fabriqués, et aussi toute autre indus-

Sixth.—The names in full and the address and callings of the applicants are as follows: Charles Irving Knight, of East Hatley, province of Quebec, general merchant; Aaron Bull, of East Farnham, in the province of Quebec, gentleman; Charles Albert Bull, of the city of Montreal, produce merchant; Miss Annie Allison Horrigan, of the city of Portland, England, spinster; Roswell Corse Fisher, of the city of Montreal, gentleman; Horace H. Bailey, of the city of Ottawa, in the province of Ontario, clerk; of which the first three are to be the first directors of the said company. All the said directors reside in Canada, and are subjects of His Majesty.

**DAVIDSON & RITCHIE,**

Attorneys for applicants.

Montreal, 26th February, 1902.

946

Notice is hereby given that application will be made to His Honor the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, for a charter of incorporation by letters patent under the great seal :

1. The corporate name of the projected company will be "La Compagnie de Laiterie Saint-Laurent."

2. The objects for which the incorporation is sought are : to deal in centrifugal creamers, butter and cheese boxes, and all sorts of machinery, instruments, apparatus, gear and furnishings used in making butter, cheese and other products from milk; to manufacture the said centrifugal creamers, machinery, apparatus, gear and furnishings or parts thereof; to make butter, cheese or any other product belonging to or made from the dairy industrie, and to trade therein; and for all the above purposes, or for some of them, to acquire, own, sell, exchange, hypothecate immovables within the limits of this province, and to do any thing connected with the objects of the company.

3. The company chief place of business will be at Saint Prosper, in the county of Champlain, province of Quebec.

4. The capital stock will be fifty thousand dollars, divided into five hundred shares of one hundred dollars each.

5. The petitioners are : Alfred Trudel, farmer; Joseph Tancrede Trudel, farmer; François-Xavier Ovide Trudel, inspector; Dollard Trudel, farmer, all of Saint Prosper, in the county of Champlain, and Auguste Trudel, inspector, of the parish of Sainte Geneviève, in the county of Champlain.

6. The petitioners, all subjects of His Majesty and residing in Canada, will be the first directors of the company.

Dated at Montreal, this twelfth day of February, one thousand nine hundred and two.

**HENRI TRUDEL,**

Attorney for petitioners.

756

Notice is hereby given that within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette* application, will be made to His Honor the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, for a charter of incorporation by letters patent under the provisions of "The Joint Stock Companies' Incorporation Act," Revised Statutes of the province of Quebec, section 4694 and following, incorporating the applicants and such other persons as may become shareholders in the proposed company, a body corporate and politic, under the name and for the purposes herein-after mentioned.

1. The proposed corporate name of the company is "Amiot, Lecours & Larivière Incorporée" or "Amiot, Lecours & Larivière Incorporated."

2. The purposes within the purview of the act, for which the incorporation is sought, are the trade and manufacture of hardware goods, plumbers' and steamfitters' supplies, oils, paints, contractors' furnishings, metals of all sorts, and other kindred

trie de même nature et se rattachant au même commerce, avec pouvoir d'acquérir par achat, bail ou autrement, toutes propriétés et tous outillages jugés nécessaires pour l'exploitation de l'entreprise.

3° Le siège principal des affaires de la compagnie sera en cité de Montréal.

4° Le chiffre projeté du capital de la compagnie est de cent quatre-vingt-dix mille dollars (\$190,000.00.)

5° Le nombre des actions sera de 1900, au montant de \$100.00 chacune.

6° Le nom, l'adresse et la profession des requérants sont comme suit : Albert Amiot, Ernest Lecours, Frédéric Clément dit Larivière, tous trois marchands, Joseph Edouard Charbonneau, comptable, John G. Nelson, voyageur de commerce, John Goodman, voyageur de commerce, et François Xavier Desrivères, commis, tous sujets britanniques de la cité de Montréal, dont les trois premiers savoir : Albert Amiot, Ernest Lecours et Frédéric Clément dit Larivière sont les premiers directeurs de la dite compagnie.

CHARBONNEAU & PELLETIER,  
Avocats des requérants.

Montréal, 11 février 1902. 799-3

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1° Le nom de la compagnie proposée sera "The Quebec Opera House Company, Limited."

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont : de construire, posséder, mettre en opération et maintenir un opéra dans la cité de Québec, le louer à prix fixe ou pour un pourcentage des profits, ou autrement, avec pleins droits de tenir des divertissements de toute sorte, opéras, théâtres, jeux, concerts, lectures, assemblées, etc., etc.; construire, posséder, meubler, mettre en opération, maintenir, conduire ou louer un restaurant et toutes affaires y ayant rapport, y compris le droit de vendre des liqueurs sous licence; aussi le droit d'acheter, vendre ou louer la propriété qui peut ci-après être requise pour autres restaurants ou affaires en rapport avec le dit restaurant ou opéra.

3° Le principal bureau de la dite compagnie sera dans la cité de Québec, dans la province de Québec.

4° Le montant du fonds social de la dite compagnie sera de \$100,000.

5° Le nombre d'actions sera de mille de la valeur au pair de \$100.00, divisé comme suit : 750 actions de 6% de stock préférentiel cumulé, et 250 actions de stock ordinaire.

6° Les noms au long, résidence et profession des requérants sont comme suit : Honorable John Sharples, marchand; Honorable Némèse Garneau, marchand; Victor Châteauevert, marchand; Harold Kennedy, marchand, et George Tanguay, marchand, tous de la dite cité de Québec, lesquels sont tous résidents en Canada et sujets de Sa Majesté.

7° Les dits John Sharples, Némèse Garneau, Victor Châteauevert, Harold Kennedy et Georges Tanguay seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie.

ROY & CANNON,  
Solliciteurs des requérants.

Québec, 18 février 1902. 815-3

material either raw or manufactured, and all branches of trade and industry connected therewith with power to buy or lease all real estate and machinery which may be necessary for said trade and manufacture.

3. The chief place of business of the said company is to be the city of Montreal, in the province of Quebec.

4. The intended amount of the capital stock is one hundred ninety thousand dollars (\$190,000.00).

5. The number of shares is to be nineteen hundred, and the amount of each share is to be of the value of one hundred dollars (\$100.00) each.

6. The names in full, and the address and calling of each of the applicants are as follows: Albert Amiot, Ernest Lecours, Frédéric Clément dit Larivière, all three merchants, Joseph Edouard Charbonneau, accountant, John G. Nelson, commercial traveler, John Goodman, commercial traveler, and François Xavier Desrivères, clerk, all of the city and district of Montreal, of which Albert Amiot, Ernest Lecours and Frédéric Clément dit Larivière are to be the first or provisional directors of the said company.

CHARBONNEAU & PELLETIER,  
Attorneys for petitioners.

Montreal, 11th February, 1902. 800

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant-Governor, for a charter of incorporation by letters patent, under the provisions of "The Joint Stock Companies' Incorporation Act," incorporating the applicants and such other persons as may become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The name of the proposed company is to be "The Quebec Opera House Company, Limited."

2. The purposes for which incorporation is sought are : to build, own, carry on, operate and maintain an opera house in the city of Quebec, to lease at a fixed rental, or for a percentage of the profits, or otherwise, with full rights to provide entertainments of all sorts, operas, theatricals, plays, concerts, lectures, meetings, &c., &c.; to build, own, equip, operate, maintain, carry on or lease a restaurant and all business connected therewith, including the right to sell liquors under license; also the right to buy, sell or lease property which may hereinafter be required for branch restaurants or business in connection with such restaurant or opera.

3. The head office of the said company will be in the city of Quebec, in the province of Quebec.

4. The amount of capital stock of the said company is to be \$100,000.

5. The number of shares is to be one thousand of the par value of \$100.00, divided as follows : 750 shares of 6% cumulative preference stock, and 250 shares of common stock.

6. The names in full and the address and calling of each of the applicants are as follows : Honorable John Sharples, merchant; Honorable Némèse Garneau, merchant; Victor Châteauevert, merchant; Harold Kennedy, merchant, and George Tanguay, merchant, all of the said city of Quebec, all of which residents of Canada and subjects of His Majesty.

7. The said John Sharples, Némèse Garneau, Victor Châteauevert, Harold Kennedy and Georges Tanguay shall be the first or provisional directors of the said company.

ROY & CANNON,  
Solicitors for applicants.

Quebec, 18th February, 1902. 816

Avis public est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, les personnes ci-après mentionnées s'adresseront à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, pour obtenir une charte d'incorporation en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social de la province de Québec.

1° Le nom proposé de la compagnie sera "The Boas Felsen Company."

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont : de manufacturer, vendre et faire le commerce de manteaux, mantes, blouses, jupes, habits complets de dames et en général toute sorte de vêtements de dames, et de posséder des terrains, machines, matériaux et outils nécessaires aux susdites fins.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal, dit district.

4° Le montant du fonds social de la dite compagnie sera de vingt-cinq mille piastres (\$25,000.00), divisé en deux cent cinquante actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

5° Les noms au long, résidence et profession des requérants sont comme suit : Aaron Bendix Boas, marchand ; Morres Felsen, marchand ; Melvin Henry Davis ; Bernard Boas, commis, et Bendix Aaron Boas, gentilhomme, tous des cité et district de Montréal, lesquels dits Aaron Bendix Boas, Morres Felsen et Bendix Aaron Boas seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires.

Tous les requérants sont résidents en Canada et sujets de Sa Majesté le Roi.

**GREENSHIELDS, GREENSHIELDS  
& HENEKER,**

Solliciteurs des requérants.

Montréal, 11 février 1902.

759-4

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1° Le nom corporatif de la compagnie proposée sera : "La Compagnie Manufacturière de Montmagny."

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée, sont : l'exploitation d'une machinerie, d'une fonderie et en général la manufacture du bois, du fer et de la fonte.

3° Le siège principal des affaires de la compagnie, sera en la paroisse de Saint-Thomas de Montmagny.

4° Le fonds social sera de quarante mille dollars, divisé en quatre cents parts de cent piastres chacune.

5° Les requérants sont : Victor Proteau, marchand ; Charles Eugène Létourneau, marchand ; Napoléon Létourneau, embouteilleur ; Omer Têtu, boulanger ; Elzéar Boulanger, navigateur ; Joseph Vallée, marchand ; tous de la ville de Montmagny, et Louis Coulombe, cultivateur ; A. N. Normand, industriel, de la paroisse de Saint-Thomas, et Ernest Roy, avocat, de la cité de Québec.

6° Les requérants, tous sujets de Sa Majesté, et résidant en Canada, seront les premiers directeurs de la compagnie.

**ROY, BERGERON & SIMARD,**

Procureurs des requérants.

Montmagny, 26 février 1902.

955-2

**AVIS PUBLIC**

Est par les présents donné que les soussignés, George P. Mathewman, dentiste ; Ernest Edmond Bérubé, commerçant ; Frank S. Mattman, fabricant de bière ; Fred A. Heney, propriétaire

Public notice is hereby given that, within one month after the last publication hereof, in the *Quebec Official Gazette*, the persons hereinafter mentioned will apply to His Honor the Lieutenant Governor in Council of the province of Québec, for the granting of a charter [of incorporation under the provisions of the joint companies act of the province of Québec.

1. The proposed name of the company is to be "The Boas Felsen Company".

2. The purposes for which incorporation is sought, are: to manufacture, sell and deal in ladies mantels, cloaks, blouses, shirts, suits, and generally all kinds of ladies wear, and to own and possess premises, machinery, plant and tools necessary for the same.

3. The chief place of business of the said company will be in the city of Montreal, said district.

4. The amount of capital stock of the said company shall be twenty five thousand (\$25,000.00) dollars, divided into two hundred and fifty shares of one hundred (\$100.00) dollars each.

5. The names in full, and the address and calling of each of the applicants are as follows : Aaron Bendix Boas, merchant ; Morres Felsen, merchant ; Melvin Henry Davis ; Bernard Boas, clerk, and Bendix Aaron Boas, gentleman, all of the city and district of Montreal, of whom the first or provisional directors shall be Aaron Bendix Boas, Morres Felsen and Bendix Aaron Boas.

All of the said applicants are resident in Canada, and are subjects of His Majesty the King.

**GREENSHIELDS, GREENSHIELDS  
& HENEKER,**

Solicitors for applicants.

Montreal, 11th February, 1902.

760

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant Governor, for a charter of incorporation by letters patent, under the provisions of the joint stock companies' act, incorporating the applicants and such other persons as may become shareholders in the proposed company, corporate and politic, under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The corporate name of the projected company, will be "La Compagnie Manufacturière de Montmagny".

2. The purposes for which its incorporation is sought are : running a factory, a foundry and a general manufacture of timber, of iron and smelting.

3. The company's chief place of business will be in the parish of Saint Thomas de Montmagny.

4. The capital stock will be forty thousand dollars, divided into four hundred shares of one hundred dollars each.

5. The petitioners are : Victor Proteau, merchant ; Charles Eugene Letourneau, merchant ; Napoleon Letourneau, bottler ; Omer Tetu, baker ; Elzéar Boulanger, mariner ; Joseph Vallée, merchant, all of the town of Montmagny, and Louis Coulombe, farmer ; A. N. Normand, manufacturer, of the parish of Saint Thomas, and Ernest Roy, advocate, of the city of Québec.

6° The petitioners, all subjects of His Majesty, and residing in Canada, will be the first directors of the company.

**ROY, BERGERON & SIMARD,**

Attorneys for petitioners.

Montmagny, 26th February, 1902.

956

**PUBLIC NOTICE**

Is hereby given that George P. Mathewman, dentist ; Ernest Edmond Bérubé, trader ; Frank S. Mattman, brewer ; Fred A. Heney, real estate proprietor, all of the city of Ottawa ; Pierre H. Duro-

d'immeubles, tous de la cité d'Ottawa ; Pierre H. Durocher, épiciier ; F. Albert Labelle, notaire public ; Joseph Caron, marchand ; Hector E. Laflamme, agent d'assurance, et Pelmont Latrémouille, conducteur de voiture, tous de la cité de Hull, s'adresseront, par requête à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, pour obtenir l'émission de lettres patentes, sous le grand sceau octroyant une charte à l'effet de constituer les requérants et toutes autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie dont ils projettent la formation en corporation et corps politique.

Le nom social de cette compagnie sera "The Hull Brewing and Malting Company, Limited."

Elle aura pour objet la fabrication, vente et achat de bière (malt, beer, ale, lager beer, porter, etc., etc., etc.) et accessoires s'y rapportant.

Le principal siège de ses affaires sera en la cité de Hull.

Le chiffre de son fonds social sera de dix mille piastres, divisé en deux cents actions de cinquante piastres chacune.

Les premiers directeurs de cette compagnie seront Fred. A. Heney, propriétaire d'immeubles ; Geo. P. Mathewman, dentiste ; Edwin Stratford, gentilhomme ; William H. Brunel, ingénieur civil, tous de la cité d'Ottawa ; Ferdinand Barrette, marchand ; Pierre H. Durocher, épiciier, et Ferdinand A. Gendron, agent des terres de la Couronne, tous de la cité de Hull.

Daté à Hull, P. Q., ce dixième jour de février 1902.

F. ALBERT LABELLE, N. P.,  
849-3 Pour les requérants.

Canada, }  
Province de Québec. }  
DISTRICT ELECTORAL DE BEAUCE,

Etat des dépenses d'élection du candidat, J. Arthur Godbout, à l'élection du 31 janvier 1902, pour le dit district électoral, à l'assemblée législative de la province de Québec, assermenté par son agent, Ulric Marcotte, de Saint-Georges, comté de Beauce, le 4 Mars 1902.

Pour voitures.....	\$ 30 00
Pour pension.....	12 00
Pour impressions.....	14 00
Pour loyer de salles.....	15 00

\$ 71 00

Cet état est ouvert et soumis à l'inspection sur paiement de vingt centins.

TASCHEREAU FORTIER,  
Officier-rapporteur.

Saint-François, Beauce, 6 mars 1902. 1077

Province de Québec, }  
District de Montréal. }  
No 855. Cour Supérieure.

Dame Emma Savage, de la paroisse de Saint-Martin, district de Montréal, épouse de J. Pierre Marchildon, du même lieu, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son dit mari.

PICHÉ & CORDEAU,  
Avocats de la demanderesse.

Montréal, 17 février 1902. 1025

Province de Québec, }  
District de Montréal. }  
No 185. Cour Supérieure.

Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, par Dame Elisa Dalpé, dûment autorisée aux fins des présentes, contre son époux, Christophe Collette, fils, commerçant, tous deux de la paroisse de Saint-Antoine, dans le district de Richelieu.

CHARLES AUGUSTE ARCHAMBAULT,

Procureur de la demanderesse.  
Montréal, 3 mars 1902. 1023

cher, grocer ; F. Albert Labelle, notary public ; Jos. Caron, merchant ; Hector E. Laflamme, insurance agent, and Pelmont Latrémouille, driver, all of the city of Hull, will apply, by a petition to His Honor the Lieutenant-Governor, for letters patent under the great seal, granting a charter constituting the petitioners and any other persons who may become shareholders in their projected company, a body politic and incorporated.

The corporate name of said company shall be "The Hull Brewing and Malting Company, Limited."

Its object shall be the manufacturing, selling and purchasing of malt, beer, ale, lager beer, porter, &c., &c., &c., and the accessories for the same.

Its principal place of business shall be at the city of Hull.

The amount of its capital stock shall be ten thousand dollars, divided into two hundred shares of fifty dollars each.

The first directors of the company shall be Fred. A. Heney, real estate proprietor ; George P. Mathewman, dentist ; Edwin Stratford, gentleman ; William H. Brunel, civil engineer, all of the city of Ottawa ; Ferdinand Barrette, merchant ; Pierre H. Durocher, grocer, and Ferdinand A. Gendron, Crown Lands agent, all of the city of Hull.

Dated at Hull, P. Q., this tenth day of February, 1902.

F. ALBERT LABELLE, N. P.,  
850 For petitioners.

Canada, }  
Province of Québec. }  
ELECTORAL DISTRICT OF BEAUCE.

Statement of the election expenses of the candidate, J. Arthur Godbout, at the election of the 31st of January, 1902, for the said electoral district, for the Legislative Assembly of the province of Québec, sworn to by his agent, Ulric Marcotte, of Saint Georges, county of Beauce, on the 4th of March, 1902.

For vehicles.....	\$ 30 00
For board.....	12 00
For printing.....	14 00
For rent of rooms.....	15 00

\$ 71 00

This statement is open and ready for inspection on payment of twenty cents.

TASCHEREAU FORTIER,  
Returning officer.

Saint François, Beauce, 6th March, 1902. 1078

Province of Québec, }  
District of Montreal. }  
No. 855. Superior Court.

Dame Emma Savage, of the parish of Saint Martin, district of Montreal, wife of J. Pierre Marchildon, of the same place, has, this day, instituted an action for separation of property against her said husband.

PICHÉ & CORDEAU,  
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 17th February, 1902. 1026

Province of Québec, }  
District of Montreal. }  
No. 185. Superior Court.

An action in separation as to property has, this day, been instituted by Dame Elisa Dalpé, duly authorized for the purpose hereof, against her husband, Christophe Collette, junior, trader, both of the parish of Saint Antoine, district of Richelieu.

CHARLES AUGUSTE ARCHAMBAULT,

Attorney for the plaintiff.  
Montreal, 3rd March, 1902. 1024

Canada, }  
Province de Québec, }  
District de Kamouraska. } *Cour Supérieure.*  
No 2933.

Dame Clarisse Tremblay, épouse de Joseph Arthur Montreuil, commerçant, de la ville de Fraserville, a pris, ce jour, une action en séparation de biens contre son dit mari.

GUST. J. CHAGNON,  
Avocat de la dite Dame Tremblay.  
Fraserville, 3 mars 1902. 1037

Province de Québec, }  
District de Bedford. } *Cour Supérieure.*

Dame Sophronie Delorme, du village de Granby, dit district, épouse de Jérémie Bachand, fils, commerçant, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs  
Le dit Jérémie Bachand, fils, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée le 19 février 1902.

M. MAILHOT,  
Avocat de la demanderesse.  
Sweetsburg, 19 février 1902. 913 2

Province de Québec, }  
District de Richelieu. } *Cour Supérieure.*

Dame Marie Louise Turner, de la paroisse de Notre-Dame de Pierreville, épouse de François-Xavier Descheneaux, commerçant, du même lieu, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son dit époux.

JULES ALLARD,  
Procureur de la demanderesse.  
Sorel, 25 janvier 1902. 551-5

Province de Québec, }  
District de Beauce. } *Cour Supérieure.*  
No 3316.

Dame Amélia Groleau, de Saint Honoré de Shenley, épouse de Arthur Demers, industriel, domicilié dans la dite paroisse de Saint-Honoré de Shenley, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs  
Le dit Arthur Demers, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 30 janvier 1902.

VIDAL & MARTINEAU,  
Procureurs de la demanderesse.  
Saint-Joseph Beauce, 10 février 1902. 801.3

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dame Marie Louise Rosina Savaria, de la paroisse de Boucherville, district de Montréal, épouse commune en biens de Anastas Aubertin, cultivateur, du même lieu, dûment autorisée aux fins des présentes, Demanderesse ;

vs  
Le dit Anastas Aubertin, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été, ce jour, instituée par la demanderesse, contre le défendeur.

J. H. DAVID,  
Avocat de la demanderesse.  
15, Saint-Jacques,  
Montréal, 5 février 1902. 675-5

Province de Québec, }  
District de Terrebonne. } *Cour Supérieure.*  
No 361.

Dame Marie Orise Chapleau, ce jour, intenté une action en séparation de biens à son époux, Louis Pepin, industriel, tous deux de la ville de Saint-Jérôme, district de Terrebonne.

PREVOST & RINFRET,  
Procureurs de la demanderesse.  
Saint-Jérôme, 20 janvier 1902. 511-5

Canada, }  
Province of Quebec, }  
District of Kamouraska. } *Superior Court.*  
No, 2933.

Dame Clarisse Tremblay, wife of Joseph Arthur Montreuil, trader, of the town of Fraserville, has, this day, taken an action in separation as to property against her said husband.

GUST. J. CHAGNON,  
Attorney for said Dame Tremblay.  
Fraserville, 3rd March, 1902. 1038

Province of Quebec, }  
District of Bedford. } *Superior Court.*

Dame Sophronie Delorme, of the village of Granby, said district, wife of Jeremi Bachand, junior, of the same place, trader, duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;

vs  
The said Jeremi Bachand, junior, Defendant.

An action in separation of property has been instituted the 19th of February instant.

M. MAILHOT,  
Attorney for plaintiff.  
Sweetsburg, 19th February, 1902. 914

Province of Quebec, }  
District of Richelieu. } *Superior Court.*

Dme Marie Louise Turner, of the parish of Notre Dame de Pierreville, wife of François Xavier Descheneaux, of the same place, trader, has, this day, instituted an action en séparation de biens against her said husband.

JULES ALLARD,  
Attorney for plaintiff.  
Sorel, 25th January, 1902. 552

Province of Quebec, }  
District of Beauce. } *Superior Court.*  
No. 3316.

Dame Amélia Groleau, of Saint Honoré de Shenley, wife of Arthur Demers, artisan, domiciled in the said parish of Saint Honoré de Shenley, duly authorized to appear in judicial proceedings, Plaintiff ;

vs  
The said Arthur Demers, Defendant.

An action for separation of property has been instituted in this cause, on the 30th of January, 1902.

VIDAL & MARTINEAU,  
Attorneys for plaintiff.  
Saint Joseph Beauce, 10th February, 1902. 802

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*

Dame Marie Louise Rosina Savaria, of the parish of Boucherville, district of Montreal, wife common as to property of Anastas Aubertin, farmer, of the same place, duly authorized for the purpose hereof, Plaintiff ;

vs  
The said Anastas Aubertin, Defendant.

An action in separation as to property, has this day, been instituted by the plaintiff, against the defendant.

J. H. DAVID,  
Attorney for plaintiff  
15, Saint James,  
Montreal, 5th February, 1902. 676

Province of Quebec, }  
District of Terrebonne. } *Superior Court.*  
No. 361.

Dame Marie Orise Chapleau has, this day, instituted an action for separation of property against her husband, Louis Pepin, trader, both of the town of Saint Jérôme, district of Terrebonne.

PREVOST & RINFRET,  
Attorneys for plaintiff.  
Saint Jérôme, 20th January, 1902. 512

Province de Québec, }  
District de St-Hyacinthe. } *Cour Supérieure.*  
No 11.

Dame Marie-Louise Peltier, de la paroisse de Sainte-Rosalie, dans le district de Sainte-Hyacinthe, épouse commune en biens de Michel Tanguay, cultivateur, de la dite paroisse de Sainte-Rosalie, mais temporairement résidant dans le canton de Garthby, district de Saint-François, et dûment autorisée,  
Demanderesse ;

vs.

Le dit Michel Tanguay, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, ce jour.  
LUSSIER & GENDRON,  
Avocats de la demanderesse.  
Saint-Hyacinthe, 31 janvier 1902. 699-5

Avis public est par le présent donné que la compagnie de chemin de fer Pacifique Canadien vendra par encan public, le 3e jour d'avril 1902, dans le rez-de-chaussée de la gare de la station de la rue Windsor, à 10 heures a. m., dans la cité de Montréal, les effets de bagage non réclamés, en la possession de la compagnie, n'ayant pas été réclamés dans l'espace de douze (12) mois ; et, sur les produits de la dite vente, la compagnie retiendra tels droits et charges raisonnables pour emmagasinage, annonces et vente des dits effets et bagage, et la balance des produits de la dite vente, s'il y en a, sera gardée par la compagnie pendant l'espace de trois (3) mois pour être payée à toute personne y ayant droit.

La Cie du chemin de fer Pacifique Canadien,  
Par R. H. MORRIS,  
Agent général du bagage.  
Montréal 5 février 1902. 653.5

## Avis de Faillites

Province de Québec, }  
District de Pontiac. } *Cour Supérieure*  
*In re* Pierre Plouffe, Shawville, P. Q.,  
Insolvable.

Avis vous est donné que le 26e jour de février 1902, par un ordre de la cour, nous avons été nommés curateurs conjoints à la succession du sus-nommé, qui a fait une cession judiciaire de tous ses biens et effets pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être produites à notre bureau sous un mois de cette date.

A. L. KENT,  
A. TURCOTTE,  
Curateurs conjoints.

Bureau de Kent & Turcotte,  
97, rue Saint-Jacques.  
Montréal, 8 mars 1902. 1005

Province de Québec, }  
District des Trois-Rivières. } *Cour Supérieure*  
*In re* Wilhelmine Bluteau, marchande publique, faisant affaires à Shawenegan Falls, sous la raison sociale de "R. Bergeron & Cie." Faillie.

Avis est donné que le vingt-huitième jour de février 1902, les soussignés ont été nommés, par une ordonnance de la cour, curateurs aux biens de la dite faillie, qui a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations attestées sous serment doivent être produites entre nos mains dans les trente jours de cet avis.

A. LAMARCHE,  
M. BENOIT,  
Curateurs conjoints.

1709, rue Notre-Dame, Montréal.  
Montréal, le 1er mars 1902. 1055

Province of Quebec, }  
District of St. Hyacinth. } *Superior Court.*  
No. 11.

Dame Marie Louise Peltier, of the parish of Sainte-Rosalie, in the district of Saint Hyacinth, wife common as to property of Michel Tanguay, farmer, of the said parish of Sainte Rosalie, but temporarily residing in the township of Garthby, district of Saint Francis, duly authorized,  
Plaintiff ;

vs.

The said Michel Tanguay, Defendant.  
An action in separation as to property has been instituted in this cause, to-day.  
LUSSIER & GENDRON,  
Attorneys for the plaintiff.  
Saint Hyacinth, 31st January, 1902. 700

Public notice is hereby given that the Canadian Pacific Railway Company will sell by public auction, on the 3rd day of April, 1902, in the basement of the trainshed, at Windsor street station, at 10 o'clock A.M., in the city of Montreal, the articles of unclaimed baggage, which have remained in the possession of the company unclaimed, for a space of twelve (12) months ; and, that the company, out of the proceeds of such sale, will retain such tolls and all reasonable charges for the storing, advertising and selling of such goods and baggage, and the balance of the proceeds of such sale, if any, shall be kept by the company for a further period of three (3) months, to be paid over to any person entitled thereto.

The Canadian Pacific Railway Company,  
Per R. H. MORRIS,  
General baggage agent.  
Montreal, 5th February, 1902. 654

## Bankrupt Notices

Province of Quebec, }  
District of Pontiac. } *Superior Court*  
*In re* Pierre Plouffe, Shawville, P. Q.,  
Insolvent.

Notice is hereby given that on the 26th day of February, 1902, by order of the court, we were appointed joint curators to the estate of the above named, who has made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of this creditors.

Claims must be filed at our office within one month.

A. L. KENT,  
A. TURCOTTE,  
Joint curators.

Office of Kent & Turcotte,  
97, Saint James street.  
Montreal, 8th March, 1902. 1006

Province of Quebec, }  
District of Three Rivers. } *Superior Court.*

*In re* Wilhelmine Bluteau, public trader, carrying on business at Shawenegan Falls, under the name and firm of "R. Bergeron & Co.", Insolvent.

Notice is hereby given that on the twenty-eighth day of February, 1902, the undersigned were, by an order of the court, appointed curators to the property of the said insolvent, who has made an abandonment of her property for the benefit of her creditors.

Claims attested under oath must be filed in our hands within thirty days from this notice.

A. LAMARCHE,  
M. BENOIT,  
Joint curators.

1709, Notre Dame street, Montréal.  
Montreal, 1st March, 1902. 1056

Province de Québec, }  
District de Beauce. } *Cour Supérieure.*  
Dans l'affaire de J. A. Renault, de Saint-Ephrem  
de Tring, marchand, Failli.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un  
ordre de la cour, en date du 5e jour de mars  
1902, les soussignés ont été nommés curateurs con-  
joints.

Les créanciers du dit failli sont requis de produire  
leurs réclamations dans les trente jours de cet  
avis.

GEO. LEFAIVRE,  
L. E. TASCHEREAU,  
Curateurs conjoints.

Québec, 5 mars 1902. 1053

Province de Québec, }  
District de Québec. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Téléphore Savard, Saint-Malo,  
Insolvable.

Un deuxième et dernier bordereau de dividende a  
été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection  
jusqu'au 25 mars 1902, date après laquelle ce divi-  
dende sera payable à mon bureau.

V. E. PARADIS,  
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,  
Bâtisse de la Cie Richelieu.  
Québec, 5 mars 1902. 1039

Dans l'affaire de Eug. T. Coulombe, Québec,  
Failli.

Avis est par le présent donné qu'un premier et  
dernier bordereau de collocation a été préparé en  
cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 19  
mars 1902, après laquelle date ce dividende sera  
payable à mon bureau.

GEORGE DARVEAU,  
Curateur.

Bureau : 244, rue Saint-Joseph.  
Québec, 1er mars 1902 1045

Province de Québec, }  
District de Rimouski. } *Cour Supérieure.*

Avis est par le présent donné que Charles Rous-  
seau, de Cedar Hall, marchand, a fait cession de  
ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, le 22  
février 1902, au bureau du protonotaire de la cour  
supérieure du district de Rimouski, conformément  
à la loi.

V. E. PARADIS,  
Gardien provisoire.

Bureau : 44, rue Dalhousie,  
Bâtisse de la Cie Richelieu.  
Québec, 5 mars 1902. 1041

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

In re Damase Gravel, Montréal,  
Insolvable.

Un premier dividende a été préparé et sera  
payable à notre bureau, le ou après le 24 mars 1902.  
Toute contestation de tel dividende doit être dé-  
posée entre nos mains avant la date ci-haut men-  
tionnée.

A. L. KENT,  
A. TURCOTTE,  
Curateurs conjoints.

Bureau de Kent & Turcotte,  
97, rue Saint-Jacques.  
Montréal, 8 mars 1902. 1049

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure*  
No 29.

Dans l'affaire de "Canadian Wrapper Manufac-  
turing Coy", de Montréal.

Avis est par le présent donné que, Abraham  
Saunders et Louis Lipschitz, commerçants, faisant  
affaires à Montréal, sous les nom et raison de "Cana-  
dian Wrapper Manufacturing Company", ont fait,  
ce jour, un abandon judiciaire de leurs biens pour

Province of Quebec. }  
District of Beauce. } *Superior Court*

In the matter of J. A. Renault, of Saint Ephrem  
de Tring, merchant, Insolvent.

Notice is hereby given that in virtue of an order  
of this court, dated the 5th day of March, 1902, the  
undersigned have been appointed joint curators.

The creditors of the said insolvent are required to  
file their claims within thirty days from this  
notice.

GEO. LEFAIVRE,  
L. E. TASCHEREAU,  
Joint curators.

Quebec, 5th March, 1902. 1054

Province of Quebec, }  
District of Quebec. } *Superior Court.*

In the matter of Téléphore Savard, Saint-Malo,  
Insolvent.

A second and final dividend sheet has been  
prepared in this matter, and will be open to objec-  
tion until 25th March, 1902, after which date this  
dividend will be payable at my office.

V. E. PARADIS,  
Curateur.

Office : 44, Dalhousie street,  
Richelieu and Ont. Nav. Co. Building.  
Québec, 5th March, 1902. 1040

In the matter of Eug. T. Coulombe, of Québec,  
Insolvent.

Notice is hereby given that a first and last  
dividend sheet has been prepared in this matter, and  
will be open to objection until the 19th March, 1902,  
after which date such dividend will be payable at  
my office.

GEO. DARVEAU,  
Curator.

Office : 244, Saint Joseph street.  
Québec, 1st March, 1902 1046

Province of Quebec, }  
District of Rimouski. } *Superior Court.*

Notice is hereby given that Charles Rousseau, of  
Cedar Hall, merchant, has, on the 22nd February,  
1902, made a judicial assignment of his property  
for the benefit of his creditors, at the protono-  
tary's office of the superior court for the district  
of Rimouski, according to law.

V. E. PARADIS,  
Provisional guardian.

Office : 44, Dalhousie street,  
Richelieu and Ontario, Nav. Co. Building.  
Québec, 5th March, 1902. 1042

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*

In re Damase Gravel, Montreal,  
Insolvent.

A first dividend has been prepared and will be  
payable at our office, on or after 24th March, 1902.  
Any contestation of such dividend must be de-  
posited with us before the date above mentioned.

A. L. KENT,  
A. TURCOTTE,  
Joint curators.

Office of Kent & Turcotte,  
97, Saint James street.  
Montreal, 8th March, 1902. 1050

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No 29.

In the matter of Canadian Wrapper Manufacturing  
Coy., Montreal.

Notice is hereby given that Abraham Saunders  
and Louis Lipschitz, traders, carrying on business  
in Montreal, under the firm name and style of  
Canadian Wrapper Manufacturing Company, have,  
this day, made in the protonotary's office, in

le bénéfice de leurs créanciers au bureau du protonotaire, Mont réal.

**ARTHUR W. WILKS,**  
Député gardien provisoire.

Bureau de Wilks & Michaud,  
205, rue Saint-Jacques.  
Montréal, 3 mars 1902. 1029

Province de Québec, }  
District de Beauce. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de A. M. Bécard, marchand, Beauce  
Jonction, Insolvable.  
Un premier et dernier bordereau de dividende a  
été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection  
jusqu'au 24 mars 1902, date après laquelle ce divi-  
dende sera payable à mon bureau.

**V. E. PARADIS,**  
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,  
Bâtisse de la Cie Richelieu.  
Québec, 5 mars 1902. 1043

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

*In re* Moule & Morison, Montréal, Insolvables.

Un premier dividende a été préparé et sera paya-  
ble à notre bureau, le ou après le 24 mars 1902.  
Toute contestation de tel dividende doit être dé-  
posée entre nos mains avant la date ci-haut men-  
tionnée.

**A. L. KENT,**  
**A. TURCOTTE,**  
Curateurs conjoints.

Bureau de Kent & Turcotte,  
97, rue Saint-Jacques.  
Montréal, 8 mars 1902. 1047

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour supérieure.*

*In re* Magnan Freres, Montréal, Insolvables.

Avis vous est donné que le 28<sup>e</sup> jour de février  
1902, par un ordre de la cour, nous avons été nom-  
més curateurs-conjoints à la succession des sus-  
nommés, qui ont fait une cession judiciaire de tous  
leurs biens et effets pour le bénéfice des leurs créan-  
ciers.

Les réclamations doivent être filées à notre  
bureau sous un mois de cette date.

**A. L. KENT,**  
**A. TURCOTTE,**  
Curateurs-conjoints

Bureau de Kent & Turcotte,  
97, rue Saint-Jacques.  
Montréal, 8 mars 1902. 991

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

*In re* Joseph A. Duval, Insolvable.

et Curateurs.

Un premier et final bordereau de collocation a  
été préparé en cette cause, les collocations seront  
payables à nos bureaux à partir du 25<sup>e</sup> jour de  
mars 1902.

Toute contestation à tel dividende devra être  
déposée devant nous avant la date sus-mentionnée.

**F. X. BILODEAU,**  
**A. O. CHALIFOUR,**  
Curateurs conjoints.

15, rue Saint-Jacques.  
Montréal, 6 mars 1902. 1079

Province de Québec, }  
District des Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*  
No 97.

Dans l'affaire de Hyacinthe Marchand, commer-  
çant, de la paroisse de Sainte-Flore, dans le dis-  
trict des Trois-Rivières,

Débiteur insolvable ;  
et

**L. A. Ricard,** Créancier requérant cession.  
Avis est par le présent donné que le dit débiteur,

Montreal, a judicial abandonment of their property  
for the benefit of their creditors.

**ARTHUR W. WILKS,**  
Deputy provisional guardian.

Office of Wilks & Michaud,  
205, Saint James street.  
Montreal, 3rd March, 1902. 1030

Province of Quebec, }  
District of Beauce. } *Superior Court.*

*In the matter of* A. M. Bécard, merchant, Beauce  
Jonction, Insolvent.  
A first and final dividend sheet has been prepared  
in this matter, and will be open to objection until  
24th March, 1902, after which date this dividend  
will be payable at my office.

**V. E. PARADIS,**  
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,  
Richelieu and Ont. Nav. Co. Building.  
Quebec, 5th March, 1902. 1044

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*

*In re* Moule & Morison, Montreal, Insolvents.

A first dividend has been prepared and will be  
payable at our office, on or after 24th March, 1902.  
Any contestation of such dividend must be de-  
posited with us before the date above mentioned.

**A. L. KENT,**  
**A. TURCOTTE,**  
Joint curators.

Office of Kent & Turcotte,  
97, Saint James street.  
Montreal, 8th March, 1902. 1048

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*

*In re* Magnan Freres, Montreal, Insolvents.

Notice is hereby given that on the 28th day of  
February, 1902, by order of the court, we were  
appointed joint curators to the estate of the above  
named, who have made a judicial abandonment of  
all their assets for the benefit of their creditors.

Claims must be filed at our office within one  
month.

**A. L. KENT,**  
**A. TURCOTTE,**  
Joint curators.

Office of Kent & Turcotte,  
97, Saint James Street.  
Montreal, 8th March, 1902. 992

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*

*In re* Joseph A. Duval, Insolvent ;

and Curators.

A first and final bordereau of dividend has been  
prepared in this cause, the collocations will be  
payable at our offices, from the 25th day of March,  
1902.

Any contestation to such dividend must be  
deposited with us before the date above mentioned.

**F. X. BILODEAU,**  
**A. O. CHALIFOUR,**  
Joints curators.

15, Saint James street.  
Montreal, 6th March, 1902. 1080

Province of Quebec, }  
District of Three Rivers. } *Superior Court.*  
No 97.

*In the matter of* Hyacinthe Marchand, trader, of  
the parish of Sainte Flore, on the district of  
Three Rivers,

Insolvent debtor.

and  
**L. A. Ricard,** Creditor, petitioner for assignment,  
Notice is hereby given that the said debtor has,

a fait, ce jour, un abandon judiciaire de ses biens, pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure, à Trois-Rivières.

LOUIS BRUNELLE,  
Gardien provisoire.  
Trois-Rivières, 1er mars 1902. 1007

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
*In re* Hector Prevost, Montréal, Insolvable.  
Un premier et dernier dividende a été préparé et sera payable à mon bureau, le ou après le 24 mars 1902.

Toute contestation de tel dividende doit être déposée entre mes mains avant la date ci-haut mentionnée.

A. L. KENT,  
Curateur.

Bureau de Kent & Turcotte,  
97, rue Saint-Jacques.  
Montréal, 8 mars 1902. 1051

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure*  
*In re* L. G. Robillard, Montréal, Insolvable.

Avis vous est donné que le 28e jour de février 1902, par un ordre de la cour, nous avons été nommés curateurs conjoints à la succession du sus-nommé, absent.

Les réclamations doivent être produites à notre bureau sous un mois de cette date.

A. L. KENT,  
A. TURCOTTE,  
Curateurs conjoints

Bureau de Kent & Turcotte,  
97, rue Saint-Jacques.  
Montréal, 8 mars 1902. 989

### Ventes par le Shérif—Bedford

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel quementionné plus bas.

#### FIERI FACIAS DE TERRIS

*Cour supérieure.—District de Bedford.*

Province de Québec, }  
District de Bedford, } **A** BRAM DODGE, du  
No 6893. } canton de Sutton,  
dans le dit district, cultivateur, dame Marie S. Dodge, du même lieu, épouse de Eugène Larocque, aussi du dit canton de Sutton, cultivateur, le dit Eugène Larocque tant en son nom et droit que dans le but d'autoriser sa dite épouse à ester en justice, Demandeurs ; contre les terres et tenements de ABRAHAM LEBLANC alias WHITE, du canton de Sutton, dans le dit district, cultivateur, Défendeur.

Ce morceau de terre connu comme lot numéro cent cinquante et un (151), des plans et livre de renvoi officiel du canton de Sutton, dans le district de Bedford ; borné vers le nord par le numéro du cadastre 150, vers l'est par le numéro du cadastre 145, vers le sud par la ligne de division entre les premier et deuxième rangs, et vers l'ouest, par les numéros du cadastre 152 et 153, contenant une superficie de cinquante acres et quarante-cinq centièmes, plus ou moins 50-45, formant ci-devant le quart sud-est du lot numéro quinze, dans le deuxième rang des

this day, made a judicial abandonment of his property, for the benefit of his creditors, at the protonotary's office of the superior court, at Three Rivers.

LOUIS BRUNELLE,  
Provisional guardian.  
Three Rivers, 1st March, 1902. 1008

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court*  
*In re* Hector Prevost, Montreal, Insolvent.  
A first and final dividend has been prepared and will be payable at my office, on or after 24th March, 1902.

Any contestation of such dividend must be deposited with me before the date above mentioned.

A. L. KENT,  
Curator.

Office of Kent & Turcotte,  
17, Saint James street.  
Montreal, 8th March, 1902. 1052

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
*In re* L. G. Robillard, Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that on the 28th day of February, 1902, by order of the court, we were appointed joint curators to the estate of the above named, an absentee.

Claims must be filed at our office within one month.

A. L. KENT,  
A. TURCOTTE,  
Joint curators.

Office of Kent & Turcotte,  
97, Saint James street.  
Montreal, 8 March, 1902. 990

### Sheriff's Sales—Bedford

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

#### FIERI FACIAS DE TERRIS

*Superior Court.—District of Bedford.*

Province of Quebec, }  
District of Bedford, } **A** BRAM DODGE, of  
No. 6893. } Sutton, in said district,  
farmer, Dame Maria S. Dodge of the same place, wife of Eugène Larocque, also of the said township of Sutton, farmer, the said Eugène Larocque as well in his own name and right as for the purpose of authorizing his said wife "à ester en justice," Plaintiffs ; against the lands and tenements of ABRAHAM LEBLANC alias WHITE, of the township of Sutton, in said district, farmer, Defendant.

That certain piece of land known as lot number one hundred and fifty one (151), of the official plan and book of reference of the township of Sutton, in the district of Bedford ; bounded towards the north by cadastral number 150, towards the east by cadastral number 145, towards the south by the line of division between the first and second ranges, and towards the west by cadastral numbers 152 and 153, containing in superficies fifty and forty-five hundredths acres, more or less 50-45, heretofore forming the south-east quarter of lot number

lots, arpentage primitif, du dit canton de Sutton, avec toutes les améliorations faites.

Pour être vendu, à la porte de l'église, de la paroisse de Saint-André de Sutton, dans le canton de Sutton et district de Bedford, le DOUZIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

CHAS. S. COTTON,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Sweetsburg, 4 mars, 1902. 1071  
[Première publication, 8 mars, 1902]

### Ventes par le Shérif—Gaspé

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Magistrat, Grande Rivière—Comté de Gaspé.  
Percé, à savoir : } OLIVIER LELIEVRE, SE-  
No. 4. } NIOR, Demandeur; contre  
LOUIS LELIEVRE, FILS LOUIS, Défendeur.

Un lot de terre situé sur le premier rang, dans les limites de la paroisse de Notre-Dame de la Grande Rivière, dans le comté de Gaspé, portant le numéro trente-sept (No 37), des cadastre et livre de renvoi officiels pour le canton de Percé—avec une maison et grange dessus construites—circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame de la Grande Rivière, le DIX-NEUVIEME jour de MARS, à ONZE heures de l'avant-midi.

JAS. T. TUZO,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Percé, 6 février 1902. 739-2  
[Première publication, 15 février 1902.]

### Ventes par le Shérif—Iberville

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit pour le comté de Rouville, dans le district de Saint-Hyacinthe.

Canada, } CLOVIS CHICOINE, cul-  
Province de Québec, } tivateur, de la paroisse  
District d'Iberville. } de Sainte-Marie de Mon-  
No. 4742. } noir, dans le comté de Rou-  
ville, dans le district de Saint-Hyacinthe, Deman-  
deur; contre JEAN-BAPTISTE MARTEL, culti-  
vateur, du township de Brompton, dans le district  
de Saint-François, Défendeur, à savoir :

Avis est par le présent donné que la vente de l'immeuble saisi dans la présente cause, qui devait avoir lieu à onze heures de l'avant-midi, le vingt-cinquième jour de janvier 1899, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Grégoire le Grand, dans le district d'Iberville, aura lieu à ONZE heures de l'avant-midi, le TROISIEME jour de MARS prochain (1902), à la porte de l'église paroissiale de la dite paroisse de Saint-Grégoire le Grand.

CHAS ARPIN,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Saint-Jean, 10 février 1902. 715-2  
[Première publication, 15 février 1902.]

fifteen, in the second range of lots of the primitive survey of the said township of Sutton—with all improvements thereon.

To be sold at the parish church door of Saint André de Sutton, in the township of Sutton and district of Bedford, on the TWELFTH day of APRIL next, at the hour of TEN of the clock in the forenoon.

CHAS. S. COTTON,

Sheriff's office, Sheriff.  
Sweetsburg, 4th March, 1902. 1072  
First published, 8th March, 1902

### Sheriff's Sales—Gaspé

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Magistrates' Court, Grande Rivière—County of Gaspé.  
Percé, to wit : } OLIVIER LELIEVRE, SE-  
No. 4. } NIOR, Plaintiff; against  
LOUIS LELIEVRE, SON OF LOUIS, Defendant.

A lot of land situate in the first range in the limits of the parish of Notre-Dame de la Grande Rivière, in the county of Gaspé, bearing number thirty-seven (No. 37), of the official cadastre and in the book of reference of the township of Percé—with a house, and barn thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Notre-Dame de la Grande Rivière, on the NINE-TEENTH day of MARCH, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

JAS. T. TUZO,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Percé, 6th February, 1902. 740  
[First published, 15th February, 1902.]

### Sheriff's Sales—Iberville

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court for the county of Rouville, in the district of Saint-Hyacinthe.

Canada, } CLOVIS CHICOINE,  
Province of Québec, } farmer, of the parish of  
District of Iberville. } Sainte-Marie de Monnoir,  
No. 4742. } in the county of Rouville,  
in the district of Saint-Hyacinthe, Plaintiff; against  
JEAN BAPTISTE MARTEL, farmer, of the  
township of Brompton, in the district of Saint  
Francis, Defendant, to wit :

Notice is hereby given that the sale of the immoveable seized in this cause, formerly announced to take place at eleven of the clock in the forenoon, on the twenty-fifth day of January, 1899, at the parochial church door of the parish of Saint Grégoire le Grand, in the district of Iberville, will take place at ELEVEN of the clock in the forenoon, on the THIRD day of MARCH next (1902), at the parochial church door of the said parish of Saint Grégoire le Grand.

CHAS. ARPIN,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Saint John's, 10th February, 1902. 716  
[First published, 15th February, 1902.]

## Ventes par le Shérif—Joliette

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

## FIERI FACIAS DE TERRIS

*Cour Supérieure de Joliette*

Joliette, à savoir : } **D**AME MARIE GADOURY  
No 3300 } **E**T VIR, Demandeurs ;  
contre J. E. RIVET, curateur au délaisement des  
biens de Octovin Guilbault, Défendeur.

1° Un terrain (emplacement) situé au village de Sainte-Elizabeth, connu et désigné sous le numéro deux cent quatre-vingt-neuf (289), aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Sainte-Elizabeth.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Elizabeth, le ONZIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

A. M. RIVARD,

Bureau du shérif,

Joliette, 4 mars 1902.

[Première publication, 8 mars 1902.]

Shérif,

1067

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

*Cour Supérieure—Montréal.*

Joliette, à savoir : } **D**AME MARY ANN HAN-  
No 3064. } **N**AH, Demanderesse ;  
contre DAME DOROTHA BRERETON ET AL.,  
Défendeurs.

Les droits de dame Mary Ann Hannah, comme usufruitière des immeubles suivants :

1o Une terre située sur la côte nord de la Rivière St-Pierre de Laplaine, dans la paroisse de St-Henri de Mascouche, dans le district de Joliette, connue et désignée aux plans et livre de renvoi officiels du cadastre de la dite paroisse de St-Henri de Mascouche, pour le comté de l'Assomption, sous le numéro neuf cent vingt-cinq (925), contenant une superficie de quatre-vingt-dix (90) arpents—ensemble avec les bâtisses sus-érigées.

2o La moitié indivise d'une terre située dans la paroisse de Saint-Roch de l'Achigan, connue et désignée au plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la dite paroisse de St-Roch de l'Achigan, pour le comté de l'Assomption, sous le numéro deux cent trente-huit (238)—ensemble avec la moitié d'une grange et autres bâtisses sus-érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de St-Henri de Mascouche, le NEUVIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

A. M. RIVARD,

Bureau du Shérif,

Joliette, 3 mars 1902.

[Première publication, 8 mars 1902.]

Shérif.

1069.

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour Supérieure de Joliette.*

Joliette, à savoir : } **F**ALL RIVER WHOLE-  
No 3265. } **S**ALE GROCERY COM-  
PANY, Demanderesse ; contre G E O R G E S  
CAISSE, Défendeur.

1° Une terre située dans le quatrième rang du canton de Brandon, en la paroisse de Saint-Gabriel de Brandon, et connue et désignée sous le numéro quatre cent quatre-vingt-deux (482), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de cette dite paroisse.

## Sheriff's Sales—Joliette

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

## FIERI FACIAS DE TERRIS

*Superior Court of Joliette.*

Joliette, to wit : } **D**AME MARIE GADOURY,  
No. 3300. } **E**T VIR, Plaintiffs ; against  
J. E. RIVET, curator to the abandonment of prop-  
erty of Octovin Guilbault, Defendant.

1. A lot of land or emplacement situate in the village of Sainte Elizabeth, known and designated under the number two hundred and eighty-nine (289), of the official plan and book of reference of the said parish of Saint Elizabeth.

To be sold at the parochial church door of the parish of Sainte Elizabeth, on the ELEVENTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

A. M. RIVARD.

Sheriff's Office.

Joliette, 4th March 1902.

[First published, 8th March, 1902.]

Sheriff.

1068

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

*Superior Court—Montreal.*

Joliette, to wit : } **D**AME MARY ANN HAN-  
No. 3064. } **N**AH, Plaintiff ; against  
DAME DOROTHA BRERETON *et al.*, Defendants.

The rights of Dame Mary Ann Hannah, as usufructuary of the following immoveable property :

1. A farm situate on the north side of the river St. Pierre de Laplaine, in the parish of St. Henri de Mascouche, in the district of Joliette, known and designated on the official plan and book of reference of the cadastre of the said parish of St-Henri de Mascouche, for the county of l'Assomption, under the number nine hundred and twenty-five (925), containing in superficies ninety (90) arpents, — together with buildings thereon erected.

2. The undivided half of a farm situate in the parish of St-Roch de l'Achigan, known and designated on the official plan in the book of reference of the cadastre of the said parish of St-Roch de l'Achigan, for the county of l'Assomption, under the number two hundred and thirty-eight (238), — together with an undivided barn and other buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of St-Henri de Mascouche, on the NINTH day of APRIL next, at TEN of the clock in the forenoon.

A. M. RIVARD,

Sheriff's Office,

Joliette, 3rd March, 1902.

[First published, 8 March, 1902.]

Sheriff.

1070

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court of Joliette.*

Joliette, to wit : } **F**ALL RIVER WHOLESALE  
No. 3265. } **G**ROCERY COMPANY,  
Plaintiff ; against GEORGES CAISSE, Defendant.

1° A land situate in the fourth range of the township of Brandon, in the parish of Saint-Gabriel de Brandon, known and designated under the number four hundred and eighty-two (482), the official plan and book of reference of the cadastre of the said parish.

2° Une autre terre située dans le même rang et la même paroisse, et connue et désignée sous le numéro quatre cent quatre-vingt-six (486), des dits plan et livre de renvoi officiels.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Gabriel de Brandon, le DIX-SEPTIEME jour de MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

A. M. RIVARD,

Bureau du Shérif,  
Joliette, 10 février 1902.

Shérif.  
717-2

[Première publication, 15 février 1902.]

2° Another land situate in the same range and same parish, known and designated under the number four hundred and eighty-six (486), of the said official plan and book of reference.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Gabriel de Brandon, on the SEVENTEENTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

A. M. RIVARD,

Sheriff's Office,  
Joliette, 10th February, 1902.

Sheriff.  
718

[First published, 15th February, 1902.]

### Ventes par le Shérif—Montmagny

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Cour Supérieure.*

Province de Québec, } **ANTOINE LACROIX**,  
District de Québec, } de la paroisse de St-  
No 1211. } Michel, cultivateur; contre  
DAME PHILOMENE GAGNON, ci-devant de  
St-Michel, veuve de Léon Mercier, et actuellement  
de la cité de Montréal, savoir :

Un circuit de terre connu sous le numéro trois cent-soixante et douze (372), du cadastre officiel de St-Michel, troisième rang—circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de St-Michel, JEUDI, le VINGTIEME jour de MARS prochain, à DIX heures avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. B. A. LEPINE,

Bureau du Shérif,  
Montmagny, 14 février 1902.

Shérif.  
763-2

[Première publication, 15 février 1902.]

### Sheriff's Sales—Montmagny

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Superior Court.*

Province of Quebec, } **ANTOINE LACROIX**, of  
District of Quebec, } the parish of Saint  
No. 1211. } Michel, farmer; against  
DAME PHILOMENE GAGNON, formerly of the  
parish of Saint Michel, widow of Léon Mercier,  
actually of the city of Montreal, to wit :

A circuit of land known as number three hundred and seventy-two (372), of the official cadastre of Saint Michel, third range—circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of Saint Michel, on THURSDAY, the TWENTIETH day of MARCH next, at TEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

J. B. A. LEPINE,

Sheriff's Office,  
Montmagny, 14th February, 1902.

Sheriff.  
764

[First published, 15th February, 1902.]

### Ventes par le Shérif—Montréal

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

**MANDAT DE CURATEUR.**  
**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*District of Montreal.*

Montréal, à savoir : } **JOHN HYDE**, curateur,  
No 177. } dûment autorisé à l'effet  
des présentes en vertu de l'article 879 du code de  
procédure civile de la province de Québec, comme  
curateur aux biens de **ARTHUR S. MASTERMAN**  
et **WILLIAM H. MASTERMAN**, tous  
deux de cette cité et district de Montréal, bouchers et  
marchands de provisions, y faisant affaires sous les  
nom et raison des A. S. et W. H. Masterman,  
faillis, et Le Crédit Foncier Franco Canadien,  
Requérant.

1° Les lots de terre connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Anne, dans la cité de Montréal, sous les numéros treize cent deux et treize cent trois (1302, 1303).

2° Cette immeuble composé (A) du lot de terre connu et désigné aux dits plan et livre de renvoi officiels sous le numéro treize cent six (1306), et (B) d'une lisière de terre de figure irrégulière, située sur la rue Notre-Dame, dans le dit quartier Sainte-Anne, se trouvant immédiatement entre le pignon sud-ouest de la maison en brique érigée sur le dit lot officiel numéro treize cent six (1306), et le pignon nord-est de la maison en bois à deux étages, appartenant aux héritiers Gareau ou représentants

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

**CURATORS WARRANT.**  
**FIERI FACIAS DE TERRIS**

*District of Montreal.*

Montreal, to wit : } **JOHN HYDE**, curator,  
No 177. } thereto duly authorized  
under article 879, of the code of civil procedure of  
the province of Quebec, as curator to the property  
of **ARTHUR S. MASTERMAN** and **WILLIAM**  
**H. MASTERMAN**, both of the city and district of  
Montreal, butchers and provision merchants, and  
there carrying on business under the style and firm  
of A. S. and W. H. Masterman, insolvents, and  
"Le Credit Foncier Franco Canadien," Petitioner.

1. The lots of land known and designated as the official plan and book of reference of Sainte Anne's ward, of the city of Montreal, under the numbers thirteen hundred and two, and thirteen hundred and three, (Nos 1302, 1303).

2. The immovable consisting (A) of the lot of land known and designated as the official plan and book of reference under the number thirteen hundred and six (1306), and (B) of a strip of land of irregular shape, situate at Notre Dame street, in the said Saint Anne's ward, lying immediately between the south west gable of the brick house erected at the said lot official number thirteen hundred and six (1306), and the north east gable of the two story wooden building, belonging to the heirs Gareau or

la dite lisière de terre faisant partie du lot de terre connu et désigné aux dits plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Anne, sous le numéro treize cent cinq (1305), et mesurant, la dite lisière, un pied plus, ou moins, de front, et de là allant à un point à une profondeur de trente-quatre pieds, tel que le tout apparaît actuellement enclos sur le front de la dite rue Notre-Dame.

3° Cette partie du lot de terre connue et désignée aux dits plan et livre de renvois officiels sous le numéro treize cent sept (1307); bornée en front par la rue Notre-Dame, en arrière par le dit numéro treize cent deux (1302), et par le résidu du dit lot officiel numéro treize cent sept (1307), d'un côté par les dits lots officiels treize cent six, treize cent cinq, treize cent trois et treize cent deux (1306, 1305, 1303 et 1302), et d'autre côté par le lot officiel numéro treize cent huit (1308), des dits plan et livre de renvoi officiels — le tout avec les bâties dessus construites, formant une seule et même exploitation savoir : un abattoir, une salaison et les accessoires ayant front et entrée sur la rue Notre-Dame, dans la cité de Montréal.

Pour être vendus à mon bureau, dans la cité de Montréal, le DIXIEME jour d'AVRIL prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du shérif, Montréal, 5 mars 1902. Shérif. 1063

[Première publication, 8 mars 1902.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS  
District de Montréal.

Montréal, à savoir : } THE LONDONDERRY  
No 1787. } IRON COMPANY LIMITED, corps politique et dûment incorporé, ayant son principal bureau et sa principale place d'affaires dans la cité de Montréal, Demanderesse ; contre les terres et tenements d'ALPHONSE CHARLEBOIS, entrepreneur, des cité et district de Québec, maintenant des cité et district de Montréal, un des défendeurs conjointement et solidairement avec "The Three Rivers Iron Works Company", corps politique et dûment incorporé, ayant son principal bureau et usines dans les cité et district de Trois-Rivières, et ayant un bureau dans les cité et district de Montréal, l'autre défendeur, et Antoine Aimé Charlebois, Adjudicataire.

Saisi comme appartenant au dit défendeur, Alphonse Charlebois, l'immeuble suivant, savoir :

3° Un lot de terre situé en la cité de Saint-Henri, comté d'Hochelaga, district de Montréal—avec les bâties y érigées, contenant cinquante pieds de front par quarante-deux pieds de profondeur, plus ou moins, sans garantie de mesure précise, faisant partie du lot de terre connu et désigné sur le plan et au livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, sous le numéro mille six cent dix-sept (1617) ; la dite partie ainsi saisie est bornée en front par la rue Saint-Paul, en arrière par le lot numéro mille six cent quinze, des susdits plan et livre de renvoi officiels, d'un côté par la rue Saint-Antoine, et de l'autre côté par le numéro mille six cent seize, des susdits plans et livre de renvoi officiels.

Avis est par le présent donné que la vente de l'immeuble ci-dessus, qui a eu lieu le trente-unième jour de juillet (1899), aura lieu de nouveau à mon bureau, en la cité de Montréal, le TROISIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures de l'avant-midi, à la folle-enchère de Antoine Aimé Charlebois l'adjudicataire susdit, suivant jugement de l'honorable juge Mathieu, en date du sixième jour de février mille neuf cent deux.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Montréal, 5 mars 1902. Shérif. 1061

[Première publication, 8 mars 1902.]

representatives, the said strip of land forming part of the lot of land known and designated on the said official plan and book of reference of Sainte Anne's ward, under the number thirteen hundred and five (1305), and the said strip measuring one foot, more or less, in front, and thence going to a point at a depth of thirty-four feet, as the whole now appears enclosed on the front of the said Notre Dame street.

3. That part of the lot of land known and designated on the said official plan and book of reference under the number thirteen hundred and seven (1307); bounded in front by Notre Dame street, in rear by the said number thirteen hundred and two (1302), and by the remainder of the said official lot number thirteen hundred and seven (1307), on one side by the said official lots thirteen hundred and six, thirteen hundred and five, thirteen hundred and three and thirteen hundred and two. (1306, 1305, 1303 and 1302), and on the other side by the official lot number thirteen hundred and eight (1308) of the said official plan and book of reference—the whole with the building thereon erected, forming one and the same establishment, to wit : an abattoir, a salting house and accessories fronting and having an entrance on Notre Dame street, in the city of Montreal.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TENTH day of APRIL next, at TWO o'clock in the afternoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Montreal, 5th March, 1902. Sheriff 1064

[First published, 8th March, 1902.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.  
District of Montreal.

Montréal, to wit : } THE LONDONDERRY  
No. 1787. } IRON COMPANY LIMITED, a body politic and duly incorporated, having its head office and principal place of business in the city of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of ALPHONSE CHARLEBOIS, contractor, of the city and district of Quebec, now of the city and district of Montreal, one of the defendants jointly and severally with The Three Rivers Iron Works Company, a body politic and corporate, duly incorporated, having its head office and works in the city and district of Three Rivers, and having one office in the city and district of Montreal, the other defendant, and Antoine Aimé Charlebois, adjudicataire.

Seized as belonging to the said defendant, Alphonse Charlebois, the following immovable, to wit :

3. A lot of land situate in the city of Saint Henri, county of Hochelaga, district of Montreal—with the buildings thereon erected, containing fifty feet in front by forty-two feet in depth, more or less, without warranty of precise measurement, forming part of lot of land known and designated on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, under the number one thousand six hundred and seventeen (1617) ; the said part so seized is bounded in front by Saint Paul street, in rear by lot number one thousand six hundred and fifteen, of the aforesaid official plan and book of reference, on one side by Saint Antoine street, and on the other by the number one thousand six hundred and sixteen, of the aforesaid official plan and book of reference.

Notice is hereby given that the sale of the above immovable, which took place on the thirty-first day of July, (1899), will take place again at my office, in the city of Montreal, on the THIRD day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon, on resale for false bidding by Antoine Aimé Charlebois, the aforesaid adjudicataire, by virtue of a judgment of Honorable judge Mathieu, dated the sixth day of February, one thousand nine hundred and two.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Montreal, 5th March, 1902. Sheriff. 1062

[First published, 8th March, 1902.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } **D**ELLE LUCY H. TREN-  
No 706. } **H**OLME, de la ville de  
Westmount, dans le district de Montréal, mais  
maintenant temporairement résidant dans la cité  
de Cincinnati, dans l'État de Ohio, un des états  
unis d'Amérique, fille majeure, Demanderesse ;  
contre les terres et tenements de LOUIS PROVOST,  
des cité et district de Montréal, et DAME MAL-  
VINA MONGEAU, du même lieu, épouse séparée  
de biens de Camille Provost, ci-devant entrepre-  
neur, de la dite cité de Montréal, et le dit Camille  
Provost dans le but d'autoriser sa dite épouse à  
l'effet des présentes, tel que requis par la loi, Dé-  
fendeurs.

Saisi comme appartenant à la dite défenderesse,  
Malvina Mongeau, l'immeuble suivant, savoir :

Un terrain situé dans le quartier Saint-Jean-  
Baptiste, de la cité de Montréal—avec bâtisses y éri-  
gées, contenant environ dix-sept pieds de front par  
environ quatre-vingt-dix-huit pieds de profondeur,  
mesure anglaise, plus ou moins, étant partie des lots  
de terre connus et désignés sur le plan et au livre  
de renvoi officiels du village incorporé de Saint-  
Jean-Baptiste, comté Hochelaga, district de Mont-  
réal, sous les numéros douze cent vingt-quatre,  
douze cent vingt-cinq, douze cent vingt-six, douze  
cent vingt-sept et douze cent vingt-huit, de la sub-  
division du lot numéro primitif quinze ; le dit ter-  
rain borné comme suit : en front par la rue Rachel,  
en arrière par le lot numéro douze cent vingt-trois,  
de la subdivision du lot numéro primitif quinze, des  
susdits plan et livre de renvoi officiels, d'un côté par  
une ruelle, et de l'autre côté par le résidu des dits  
lots numéros douze cent vingt-quatre, douze cent  
vingt-cinq, douze cent vingt-six, douze cent vingt-  
sept et douze cent vingt-huit, de la subdivision du  
lot numéro primitif quinze.

Pour être vendu à mon bureau, dans la cité de  
Montréal, le DIXIEME jour d'AVRIL prochain, à  
DIX heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif, Montréal, 5 mars 1902. Shérif. 1059  
[Première publication, 8 mars 1902.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } **L'**HONORABLE LOUIS  
No 2778. } **F**RANÇOIS RODRI-  
GUE MASSON, l'un des sénateurs de la puissance  
du Canada, *et al.*, agissant tous deux aux présentes  
en leur qualité de seuls exécuteurs et administra-  
teurs testamentaires et fidéi-commissaires des biens  
de la succession de feu l'honorable Joseph Masson,  
en son vivant de la cité de Montréal, marchand,  
Demandeurs ; contre les terres et tenements de  
DAME ROSALIE JOSEPHINE THOMPSON,  
de la cité et du district de Montréal, épouse con-  
tractuellement séparée de biens de Ferdinand  
Bayard, boucher, du même lieu, et ce dernier pour  
autoriser son épouse, Défenderesse.

Saisi comme appartenant à la dite défenderesse,  
Dame Rosalie Joséphine Thompson, l'immeuble  
suivant :

Un lot de terre situé dans le quartier Saint-Jean-  
Baptiste, de Montréal—avec bâtisses y érigées ;  
borné en front par la rue Saint-Laurent, en arrière  
par l'avenue Mitcheson, connu et désigné sur le  
plan et au livre de renvoi officiels du village Saint-  
Jean-Baptiste, sous le numéro quatre cent trente et  
un (431).

Pour être vendu à mon bureau, dans la cité de  
Montréal, le TREIZIEME jour de MARS prochain,  
à DIX heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif, Montréal, 28 janvier 1902. Shérif. 545 2  
[Première publication, 8 février 1902.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Superior Court—District of Montreal.*

Montreal, to wit : } **M**ISS LUCY H. TREN-  
No 706. } **H**OLME, of the town of  
Westmount, in the district of Montreal, but at  
present temporarily residing in the city of Cincin-  
nati, in the State of Ohio, one of the united states  
of America, spinster, Plaintiff ; against the lands  
and tenements of LOUIS PROVOST, of the city  
and district of Montreal, and DAME MALVINA  
MONGEAU, of the same place, wife separate as to  
property of Camille Provost, formerly contractor,  
of the said city of Montreal, and the said Camille  
Provost for the purpose of authorizing his said wife  
to the present suit, as required by law, Defendants.

Seized as belonging to the said defendant Mal-  
vina Mongeau, the following immovable, to wit :

A lot of land situated in Saint Jean Baptiste ward,  
of the city of Montreal—with buildings thereon  
erected, containing about seventeen feet in front by  
about ninety-eight feet in dept, english measure,  
more or less, being part of the lot of land known  
and designated on the official plan and book of  
reference of the incorporate village of Saint Jean  
Baptiste, in the county of Hochelaga, district of  
Montreal, under the numbers twelve hundred and  
twenty-four, twelve hundred and twenty-five,  
twelve hundred and twenty-six, twelve hundred  
and twenty-seven and twelve hundred and twenty-  
eight, of the subdivision of the original lot number  
fifteen ; the said land bounded as follows : in front  
by Rachel street, in rear by lot number twelve  
hundred and twenty-three, of the subdivision of the  
original lot number fifteen, of the aforesaid official  
plan and book of reference, on one side by a lane,  
and on the other side by the remainder of the said  
lots numbers twelve hundred and twenty-four,  
twelve hundred and twenty-five, twelve hundred  
and twenty-six, twelve hundred and twenty-seven  
and twelve hundred and twenty-eight, of the subdi-  
vision of the original lot number fifteen.

To be sold at my office, in the city of Montreal,  
on the TENTH day of APRIL next, at TEN of  
the clock in the forenoon.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's office, Montreal, 5th March, 1902. Sheriff. 1060  
[First published 8th March, 1902.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Superior Court—District of Montreal.*

Montreal, to wit : } **T**HE HONORABLE LOUIS  
No. 2778. } **F**RANCOIS RODRIGUE  
MASSON, one of the senators of the Dominion of  
Canada, *et al.*, all acting herein in their quality of  
sole testamentary executors and administrators in  
trust *fidéi-commissaires* to the property of the estate  
of the late Honorable Joseph Masson, in his life-  
time merchant, of the said city of Montreal,  
Plaintiffs ; against the lands and tenements of  
DAME ROSALIE JOSEPHINE THOMPSON, of  
the city and district of Montreal, wife separated as  
to property by marriage contract of Ferdinand  
Bayard, butcher, of the same place, and the latter  
to authorize his wife, Defendant.

Seized and belonging to the said defendant, Dame  
Rosalie Joséphine Thompson, the following immov-  
able, to wit :

A lot of land situate in Saint Jean Baptiste ward,  
of Montreal—with the buildings thereon erected ;  
bounded in front by Saint Lawrence street, in rear  
by Mitcheson avenue, known and described on the  
official plan and book of reference of the village  
Saint Jean Baptiste, as number four hundred and  
thirty-one (431).

To be sold at my office, in the city of Montreal,  
on the THIRTEENTH day of MARCH next, at  
TEN of the clock in the forenoon.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office, Montreal, 28th January, 1902. Sheriff. 546  
[First published, 8th February, 1902.]

## Ventes par le Shérif—Québec

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

## FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **J**OSEPH PIERRE TUR-  
No 2277. } **C**OTTE, de Québec, avocat;  
contre **D**A<sup>M</sup>E **E**LMIRE PLAMONDON, veuve de  
sieur Magloire Plante, et résidant au Village Sta-  
dacona, à savoir :

1° Partie du lot No 5, (cinq), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Roch nord, contenant 34½ pieds de front sur 78 pieds de profondeur, sur le côté nord d'une rue projetée sur le bord de la rivière Saint-Charles; borné au nord-est à Alphonse Janvier, au sud-ouest à la venderesse, au sud-est à Siméon Gravel, étant un emplacement situé sur la dite rue projetée—avec maison dessus construite, circonstances et dépendances; sujet à une rente annuelle de \$8.00, payable le premier novembre.

2° La partie sud du lot No 2 B, (deux B), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Roch nord, mesurant 20 pieds de largeur sur 39 pieds de profondeur; borné en front par la rue communément appelée rue du Pont, au sud-est et au nord-est à Nazaire Harvey, au nord-ouest à Narcisse Bilodeau, étant un emplacement situé sur la dite rue du Pont, avec passage mitoyen avec le dit Narcisse Bilodeau—avec les bâtisses dessus construites circonstances et dépendances.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Québec le ONZIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

CHS. LANGELIER,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Québec, 6 mars 1902. 1073  
[Première publication, 8 mars 1902.]

## FIERI FACIAS.

Circuit de Québec.

Québec, à savoir : } **J**EAN DURAND, de la  
No 199. } paroisse de Saint-Ambroise-  
de-la-Jeune-Lorette, boulanger; contre **R**OSALBA  
**G**AGNON, de la paroisse de Saint-Ambroise-de-la-  
Jeune-Lorette, veuve de Eugène Chamberland, en  
sou vivant de la même paroisse, maçon, en sa qua-  
lité de tutrice aux enfants mineurs issus de son  
mariage avec le dit Eugène Chamberland, à savoir :

Le lot No 693 (six cent quatre-vingt-troize), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette. A la charge de l'usufruit établi en faveur de Louis Chamberland, et vendu par le shérif, le 16 août dernier, à Rosalba Gagnon, sur poursuite de Pierre Savard, contre le dit Louis Chamberland, étant un emplacement situé concession Grand-Saint-Antoine—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette, comté de Québec, le VINGT-NEUVIEME jour de MARS prochain, à ONZE heures du matin.

CHS. LANGELIER,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Québec, 20 février 1902. 851-2  
[Première publication, 22 février 1902.]

## Ventes par le Shérif—Richelieu

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

## Sheriff's Sales—Quebec

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

## FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : } **J**OSEPH PIERRE TUR-  
No. 2277. } **C**OTTE, of Quebec, advoc-  
ate; against **D**A<sup>M</sup>E **E**LMIRE PLAMONDON,  
widow of Sieur Magloire Plante, residing in Stada-  
cana village, to wit :

1. Part of lot No. 5 (five), of the official cadastre for the parish of Saint Roch north, containing 34½ feet in front by 78 feet in depth, on the north side of a projected street on the bank of the River Saint Charles; bounded on the north east by Alphonse Janvier, on the south west by the vendor, on the south east by Siméon Gravel, being a lot situate on the said projected street—with a building thereon erected, circumstances and dependencies; subject to an annual rent of \$8.00, payable on the first November.

2. The south part of lot No. 2 B (two B), of the official cadastre for the parish of Saint Roch north, measuring 20 feet in width by 39 feet in depth; bounded in front by the street commonly called Bridge street, on the south east and north east by Nazaire Harvey, on the north west by Narcisse Bilodeau, being a lot situate on the said Bridge street, with a passage in common with the said Narcisse Bilodeau—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold in my office, in the city of Quebec, on the ELEVENTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS. LANGELIER

Sheriff's office, Sheriff.  
Quebec, 6th March, 1902. 1074  
[First published, 6th March, 1902.]

## FIERI FACIAS.

Quebec Circuit.

Quebec to wit : } **J**EAN DURAND, of the  
No. 199. } parish of Saint-Ambroise-  
de-la-Jeune-Lorette, baker; against **R**OSALBA  
**G**AGNON, of the parish of Saint-Ambroise-de-la-  
Jeune-Lorette, widow of Eugène Chamberland, in  
his lifetime of the same parish, mason, in her  
quality of tutrix to the minor children issue of her  
marriage with the said Eugène Chamberland, to wit :

Lot No. 693 (six hundred and ninety-three), of the official cadastre for the parish of Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette. Subject to the charge of the usufruct established in favor of Louis Chamberland, and sold by the sheriff, on the 16th of August last, to Rosalba Gagnon, at the suit of Pierre Savard, against the said Louis Chamberland, being a lot situate in the Grand-Saint-Antoine concession—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette, county of Quebec, on the TWENTY-NINTH day of MARCH next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

CHS. LANGELIER,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Quebec, 20th February, 1902. 852  
[First published, 22nd February, 1902.]

## Sheriff's Sales—Richelieu

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

**FIERI FACIAS.**

*Cour de Circuit du comté de Berthier, district de Joliette.*

Sorel, à savoir : } **M**ARGUERITE DEBRISAT  
No 1895. } DIT SAINT-GERMAIN  
ET VIR, Demandeurs ; contre FRANÇOIS-XAVIER  
BROUILLET, Défendeur.

Un morceau de terre situé en la paroisse de Lavaltrie, rang nord-ouest du Point du Jour, étant la moitié est des lots numéros cinq cent trente (No 530) et cinq cent trente et un (No 531), du cadastre officiel de la dite paroisse de Lavaltrie, et la sixième partie indivise de la moitié ouest des dits lots numéros cinq cent trente (No 530) et cinq cent trente et un (No 531), du dit cadastre officiel de la dite paroisse de Lavaltrie—circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Lavaltrie, le NEUVIEME jour du mois d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

P. GUEVREMONT,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Sorel, 3 mars 1902. 1027  
[Première publication, 8 mars 1902.]

---

### Ventes par le Shérif—St-François

---

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour Supérieure.—District de Saint-François.*  
Saint-François, à savoir : } **O**NESIME LE-  
No 148. } PITRE, Deman-  
deur ; contre ALBANI GOSSELIN, Défendeur.

Trois lots de terre situés dans le canton de Wotton, dans le comté de Wolfe, district de Saint-François, connus et désignés comme suit :

1° Lot numéro neuf (No 9), dans le sixième rang, sur le plan du cadastre officiel et au livre de renvoi du dit canton de Wotton—circonstances et dépendances.

2° Lot numéro dix (No 10), dans le sixième rang, sur le plan du cadastre officiel et au livre de renvoi du dit canton de Wotton—circonstances et dépendances.

3° Lot numéro dix (No 10), dans le septième rang, sur le plan du cadastre officiel et au livre de renvoi du dit canton de Wotton—circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Hipolyte de Wotton, le NEUVIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

HENRY AYLNER,

Bureau du shérif, Shérif.  
Sherbrooke, 5 mars 1902. 1057  
[Première publication, 8 mars 1902.]

---

### Avis du Gouvernement

---

La formation d'une société sous le nom de "L'Union Provinciale", pour secourir ceux de ses membres qui sont affligés par suite de certaines maladies spéciales ou d'accidents, et dans le cas de mort des membres, provenant de ces maladies ou accidents, leurs veuves, orphelins ou représentants légaux, a été autorisée par arrêté en conseil en date du 28 février 1902.

Le siège principal de la société sera à Montréal.

ADELARD TURGEON,

995 Secrétaire de la province.

**FIERI FACIAS.**

*Circuit court of the county of Berthier, district of Joliette.*

Sorel, to wit : } **M**ARGUERITE DEBRISAT DIT  
No. 1895. } SAINT GERMAIN ET VIR,  
Plaintiff's ; against FRANÇOIS XAVIER  
BROUILLET, Defendant.

A piece of land situate in the parish of Lavaltrie, range north west of Point du Jour, being the east half of the lots numbers five hundred and thirty (530) and five hundred and thirty one (531), of the official cadastre of the said parish of Lavaltrie, and the undivided sixth part of the west half of the said lots numbers five hundred and thirty (No. 530) and five hundred and thirty-one (No. 531), of the said official cadastre of the said parish of Lavaltrie—circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of the parish of Lavaltrie, on the NINTH day of the month of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

P. GUEVREMONT,

Sheriff's office, Sheriff.  
Sorel, 3rd March, 1902. 1028  
[First published, 8th March, 1902.]

---

### Sheriff's Sales—St. Francis

---

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Superior Court.—District of Saint Francis.*  
Saint Francis, to wit : } **O**NESIME LEPITRE,  
No. 148. } Plaintiff ; against  
ALBANI GOSSELIN, Defendant.

Three lots of land situate in the township of Wotton, in the county of Wolfe, district of Saint Francis, known and designated as follows :

1. The lot number nine (No. 9), in the sixth range, on the official cadastral plan and in the book of reference of the said township of Wotton—with the appertenance thereunto belonging.

2. The lot number ten (No. 10), in the sixth range, on the official cadastral plan and in the book of reference of the said township of Wotton—with the appertenance thereunto belonging.

3. The lot number ten (No. 10), in the seventh range, on the official cadastral plan and in the book of reference of the said township of Wotton—with the appertenance thereunto belonging.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Hipolyte de Wotton, on the NINTH day of APRIL next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

HENRY AYLNER,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Sherbrooke, 5th March, 1902. 1058  
[First published, 8th March, 1902.]

---

### Government Notice

---

The formation of an association under the name of "L'Union Provinciale," to assist such of its members as are afflicted on account of certain special diseases or of accidents, and, in case of such members dying, caused by such sickness or accidents, to assist their widows, orphans or legal representatives, has been authorized by order in council, dated the 28th of February, 1902.

The head office of the association is at Montreal.

ADELARD TURGEON,

996 Provincial Secretary.

## CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF.

Québec, 3 mars 1902.

Présent : — Le LIEUTENANT GOUVERNEUR  
en Conseil.

Il est ordonné que les règlements suivants du conseil d'hygiène de la province de Québec, relatifs aux territoires non organisés de la province, soient approuvés conformément à l'article 11 de la loi I Édouard VII, ch. 19.

GUSTAVE GRENIER,  
Greffier Conseil Exécutif.

*Règlements du conseil d'hygiène de la province de Québec, relatifs aux territoires non-organisés de la province de Québec.*

Art. 1. Les présents règlements s'appliquent aux chantiers, campements ou autres établissements attachés à l'exploitation du bois, des mines ou autres industries situés dans les territoires non-organisés de la province de Québec.

## VACCINATION.

Art. 2. Après quinze jours de l'entrée en vigueur des présents règlements, toute personne se trouvant dans un chantier, campement ou autre établissement attaché à l'exploitation du bois, des mines ou autres industries, devra, à moins d'impossibilité—qu'il appartiendra au conseil d'hygiène, seul, d'apprécier—établir par un certificat déposé entre les mains du chef de chantier, de campement ou autre établissement, qu'elle a été vaccinée avec succès, depuis moins de sept ans, ou que, du moins, la vaccination a été tentée sur elle, mais sans succès, dans les six mois précédents. Ces certificats seront transmis par le chef de chantier, de campement ou autre établissement au conseil d'hygiène lorsque celui-ci en fera la demande.

Art. 3. Le propriétaire, le gérant, l'agent, le contremaître ou autre personne préposée à la charge d'un chantier, campement ou autre établissement attaché à l'exploitation du bois, des mines ou autres industries, devra exiger un certificat de vaccination, opérée avec succès dans les sept dernières années ou au moins un certificat établissant que la vaccination a été tentée sur elle, mais sans succès, dans les six mois précédents, de chaque personne employée lors de son engagement par la maison de commerce ou par son agent et, tant que la preuve de telle vaccination n'est pas produite, il sera de son devoir de ne pas employer cette personne.

Art. 4. Pour toute infraction aux deux articles qui précèdent, le contrevenant devient passible d'une amende de cinq dollars, et d'une amende additionnelle de un dollars pour chaque jour, en sus de deux, durant lesquels l'infraction se continue.

## MALADIES CONTAGIEUSES.

Art. 5. Lorsqu'un cas reconnu ou suspect d'être un cas de variole, de diphtérie, de fièvre scarlatine ou de fièvre typhoïde se déclare dans un chantier, campement ou autre établissement attaché à l'exploitation du bois, des mines ou autres industries, le propriétaire, le gérant ou autre chef du chantier, du campement ou autre établissement, de même que le médecin qui aurait été appelé auprès du malade, doivent en notifier le conseil d'hygiène immédiatement et dans les limites des délais strictement nécessaires, et ce, à la satisfaction du conseil d'hygiène.

Art. 6. Lorsqu'un cas vérifié, ou suspect d'être un cas de variole, de diphtérie, ou de fièvre scarlatine se déclare dans un chantier, campement ou autre établissement attaché à l'exploitation du bois, des mines ou autres industries, le ou les malades, ainsi que le garde-malade, devront être séparés des autres personnes non-atteintes de la maladie, c'est-à-dire devront occuper seuls une tente ou autre abri, et cet isolement devra être maintenu jusqu'à la parfaite guérison, ou le décès du ou des malades et jusqu'après la désinfection subséquente que l'on

## EXECUTIVE COUNCIL CHAMBERS.

Québec, 3rd March, 1902.

Present : The LIEUTENANT GOVERNOR in  
Council.

It is ordered that the following by-laws of the board of health of the province of Québec, concerning the unorganized territories of the province, be approved, pursuant to article 11 of the Statute 1st Edward VII, ch. 19.

GUSTAVE GRENIER,  
Clerk Executive Council.

*By-laws of the board of health of the province of Québec, concerning the unorganized territories of the province of Québec.*

Art. 1. The present by-laws apply to shanties, camps or other establishments connected with lumbering, mining and other industries situated in the unorganized sections of the province of Québec.

## VACCINATION.

Art. 2. Fifteen days after the present by-laws will have come into force, any person being in a shanty, camp, or other establishment connected with lumbering, mining or any other industries, shall, unless there be impossibility to do so—the case being left to the board of health of the province to decide—prove by a certificate handed over to the head of the shanty, camp or other establishment that he has been successfully vaccinated, within the last seven years, or, at least, that vaccination was attempted but without success within the last six months. Such certificates the head of the shanty, camp, or other establishment, will transmit to the board of health of the province on demand from the latter.

Art. 3. The owner, manager, agent or foreman or other person in charge of any shanty, camp, or other establishment connected with lumbering, mining or other industries, shall require a certificate of successful vaccination within the last seven years or at least a certificate establishing that vaccination was attempted, but without success, within the last six months of each employee when he is engaged by the firm, or its agent, and until evidence of such vaccination be forthcoming, it shall be their duty not to employ such person.

Art. 4. For any infringement of the two preceding articles, the offender is liable to a fine of five dollars, and to an additional fine of one dollar for each day, above two during which the infringement is continued.

## CONTAGIOUS DISEASES

Art. 5. When a case known or suspected to be one of small-pox, diphtheria, scarlet fever or typhoid fever, breaks out in a shanty, camp or other establishment connected with lumbering, mining or other industries, the owner, manager or other head of the shanty, camp, or other establishment as well as the physician who may have been called to attend the patient, must immediately notify the board of health of the province, within the limits of time strictly necessary, and this to the satisfaction of the board of health of the province.

Art. 6. When a case recognized, or suspected to be one of small-pox, diphtheria, or scarlet fever, breaks out in a shanty, camp or other establishment connected with lumbering, mining or other industries, the patient or patients as well as the nurse, must be separated from the well persons, that is, they shall occupy by themselves a tent or other shelter, and such isolation will be maintained until the complete recovery or the death of the patient or patients, and until the subsequent disinfection of the nurse, the cured patient, of the tent or other

devra faire, du garde-malade, des personnes guéries et de la tente ou autre abri par eux occupé, ainsi que tous les effets y contenus.

S'il s'agit de variole, toutes les personnes exposées et qui n'auront pas été vaccinées avec succès depuis moins d'un an, devront être revaccinées immédiatement.

Art. 7. Toutes les personnes qui sont venues en contact directement ou indirectement avec les variolées, diphtéritiques ou scarlatineux devront être désinfectées, leur personne et leurs effets, avant de pouvoir communiquer avec les personnes non-exposées. Si ces personnes restent en possession d'une tente ou autre abri évacué par le ou les malades, cette tente ou abri devra être également désinfecté.

Art. 8. Si de nouveaux cas se déclarent parmi les personnes exposées, elles devront être immédiatement transportées dans la tente ou autre abri où ont déjà été relégués les premiers malades, et on fera de nouveau la désinfection de la tente ou autre abri qu'elles auront évacué.

Art. 9. Les selles et les urines des personnes atteintes de fièvre typhoïde, devront être reçues dans des vases contenant des désinfectants et puis être déposées dans un trou creusé à au moins 200 pieds de toute source d'approvisionnement d'eau et être recouverte de terre. L'isolement de ces malades, quoique désirable, ne sera pas de rigueur.

Art. 10. Le cadavre de toute personne morte de maladie contagieuse ou suspecte d'être contagieuse devra, dans les 24 heures qui suivent le décès, être enterré sous trois pieds de terre et, seul, le conseil d'hygiène pourra suivant les circonstances, permettre de transporter le cadavre à plus d'un mille de distance du campement.

Art. 11. Le chef du chantier, campement ou autre établissement est tenu responsable de l'exécution des cinq articles précédents.

Art. 12. Le propriétaire ou autre chef du chantier, campement ou autre établissement où une des maladies indiquées plus haut, s'est déclarée, ne pourra licencier aucun employé de tel chantier, campement ou autre établissement, avant d'être en mesure de lui remettre un certificat établissant ou que cette personne n'a pas été exposée à l'infection, ou si elle l'a été, qu'elle et les effets qu'elle emporte ont été dûment désinfectés, comme le prescrivent les présents règlements.

Art. 13. Personne venant d'un chantier, campement ou autre établissement où il y a des cas reconnus ou suspects d'être une des maladies sus-mentionnées, ne pourra entrer dans une municipalité de la province, ou prendre passage sur un chemin de fer, ou sur un bateau, sans être muni du certificat en question dans l'article précédent. Le seul fait de ne pas être en mesure de produire un tel certificat rendra applicable à l'égard de cette personne l'article 57 de la Loi d'hygiène publique de Québec, 1901.

Art. 14. Toute personne qui donnera un certificat faux sur les faits qu'il est appelé à établir par l'article précédent, sera passible d'une amende de vingt dollars, pour chaque offense.

Art. 15. Les méthodes de désinfection ci-dessous seront celles employées pour les désinfections prescrites par les présents règlements.

Brûler tout ce qui peut être sacrifié.

Faire bouillir dans l'eau, pendant une demi-heure, tous les effets, vêtements de dessous, linge de lit, etc., qui peuvent être ainsi traités.

Solutions désinfectantes pour le lavage des personnes, pour l'immersion des effets qui n'auront pas été brûlés ou bouillis, pour le lavage des voitures, des canots et des outils dont s'est servi le malade et pour mêler aux évacuations.

1. Solution de bichlorure de mercure : un drachme pour un gallon d'eau.
2. Solution d'acide carbolique : un once pour un gallon d'eau.
3. Solution de Formaline :  $1\frac{1}{2}$  once pour un gallon d'eau.

shelter by them occupied as well as of all the effects therein contained, has taken place.

When the case is one of small pox, all persons exposed to contagion and who have not been vaccinated with success, within a year, shall have to be immediately vaccinated.

Art. 7. All persons having come in contact directly or indirectly with parties infected with small-pox, diphtheria, or scarlet fever, will have to be disinfected, body and effects, before being allowed to communicate with persons not exposed to contagion. Should these persons remain in possession of a tent or other shelter evacuated by the patients or patients, such a tent or shelter will have also to be disinfected.

Art. 8. Should new cases break out among exposed persons, the latter must immediately be removed to the tent or shelter where the first patients had been removed, and the tent or shelter they evacuate, will be disinfected.

Art. 9. The stools and urine of typhoid patients must be collected in vessels containing disinfectants and thrown into a hole dug at a distance of at least 200 feet from any source of water supply, and covered over with earth. Isolation of such patients, though desirable, is not obligatory.

Art. 10. The remains of a patient having died of a contagious disease or of a disease suspected to be contagious, will have to be buried under three feet of earth, within 24 hours of the death, and the Board of Health of the Province alone, can, according to circumstances, grant permission to transport the body to a distance of more than a mile from the camp.

Art. 11. The head of the shanty, camp or other establishment, is held responsible for the fulfilment of the five last mentioned articles.

Art. 12. The owner or other head of a shanty, camp or other establishment, where one of the above mentioned diseases broke out, will not discharge any employee of said shanty, camp, or other establishment, without being in a position to deliver him a certificate to the effect that, he was not exposed to the infection, or if he has been, that himself and his effects were duly disinfected, as prescribed by the present by-laws.

Art. 13. No one coming from a shanty, camp, or other establishment, where there have been recognized or suspected cases of one of the above mentioned diseases, will be allowed to enter a municipality of the province, or board a railway car or a boat, without possessing the certificate mentioned in the preceding article. The very fact of being unable to produce such certificate will render such a person amenable to art. 57 of the Quebec Public Health Act, 1901.

Art. 14. Any person giving a false certificate concerning the facts that he is called upon to establish in conformity with the preceding article, will be liable to a fine of twenty dollars for each offense.

Art. 15. The hereinafter mentioned methods of disinfection are those to be followed for disinfections prescribed by the present by-laws :

Burn everything that can be sacrificed.

Boil in water for half an hour, all effects, underwear, bed and bedding, &c., which can be thus treated.

Disinfecting solutions for the washing (disinfection) of persons for the immersion of effects, which were not burnt or boiled for the washing of waggons, canoes and tools, used by the patient, and for mixing in with evacuations.

1. Solution of bichloride of mercury : one drachm to a gallon of water :
2. Solution of carbolic acid : one ounce to a gallon of water ;
3. Solution of formaline : one and a half ounce to a gallon of water.

Pour la fumigation d'une bâtisse, de même que des effets y contenus, qui n'ont pas subi la désinfection par les méthodes précédentes indiqués :

Fermer hermétiquement les portes, fenêtres, cheminées et autres ouvertures de la bâtisse, puis :

1ère méthode.—Faire brûler dans la bâtisse au moins 3 lbs de soufre pour chaque 1000 pieds cubes d'espace qu'elle contient ; ou

2e méthode.—Vaporiser dans chaque pièce, au moins 8 onces de formaline pour chaque mille pieds cubes, soit à l'aide d'une "lampe à formaline", soit en aspergeant la formaline sur des draps suspendus dans les pièces à désinfecter. Si l'on a pas sous la main un vaporisateur *ad hoc* pour ce faire, un arrosoir ordinaire ou improvisé (canistre dont on a perforé le fond de très petits trous) peut servir en guise de vaporisateurs pour humecter les draps.

La bâtisse doit rester hermétiquement fermée, pendant au moins 6 heures, et s'il s'agit d'une bâtisse qui n'est pas étanche il faudra suppléer à la fumigation ou à la vaporisation, par un lavage complet de l'intérieur de la bâtisse, avec la solution de bichlorure de mercure.

#### DÉSINFECTION D'UNE TENTE.

1re méthode.—Suspendre la tente à l'intérieur d'une bâtisse étanche, puis fumiger la bâtisse de la manière indiquée précédemment, en ayant eu soin d'assurer aux vapeurs l'accès des surfaces internes de la tente.

2e méthode.—Asperger de la formaline sur les parois de la tente, puis la rouler en paquet et la laisser ainsi pendant au moins 6 heures, avant de la dresser.

3e méthode.—Laver tout l'intérieur de la tente avec la solution de bichlorure de mercure.

Désinfection de bagages infectés ou suspects de l'être.—Vider les sacs ou portemanteaux, étendre sur le sol tous les effets qu'ils contiennent ; arroser ces effets de formaline, puis les remettre immédiatement dans les sacs et porte-manteaux qui ne seront recouvert, qu'après 6 heures.

Art. 16. Tout propriétaire des établissements auxquels les présents règlements s'appliquent, devra tenir constamment en réserve dans chacun de ces établissements, ou à une distance n'excédant pas 30 milles de chacun d'eux, les quantités minima suivantes de désinfectants :

1° Bichlorure de mercure en poudre, 1 livre au moins ; et s'il y a plus de 10 hommes à l'établissement, 1 livre additionnelle ; s'il y en a plus de 20, 2 livres additionnelles, et ainsi de suite en augmentant la quantité dans la même proportion.

2° Soufre : 40 livres ou formaline : 1 gallon au moins ; s'il y a plus de 10 hommes à l'établissement, 1 livre additionnelle ; s'il y en a plus de 20, 2 livres additionnelles, et ainsi de suite en augmentant la quantité dans la même proportion.

Art. 17. Tout officier ou employé du conseil d'hygiène peut, directement exécuter ou faire exécuter les présents règlements.

Art. 18. Sauf les dispositions particulières contrares, pour toute infraction aux dispositions des présents règlements, le contrevenant devient passible d'une amende de vingt dollars et d'une amende additionnelle de cinq dollars pour chaque jour, en sus de deux, durant lesquels l'infraction se continue.

1011

#### AVIS

#### DANS LA COUR DE L'ECHIQUIER DU CANADA

Des séances spéciales de la cour de l'Echiquier du Canada pour l'instruction de causes, etc., auront lieu aux temps et endroits suivants, pourvu que quelque cause ou affaire soit entrée pour instruction et inscrite pour audition au bureau du registraire de

For the fumigation of a building, as well as of such of its contents, that were not disinfected by the above given methods :

Hermetically close the doors windows, chimneys and other openings of the buildings, then :

1st method.—Burn in the building, at least 3 lbs of sulphur for each thousand cubic feet of space, or :

2nd method.—Vaporized in every room, at least 8 ounces of Formaline for each thousand cubic feet, either by means of a "formaline lamp" or by sprinkling formaline on sheets hung by in the rooms to be disinfected. In the absence of the sprinkler made *ad hoc*, the ordinary watering pot or an emergency one (readily made by perforating minute holes in the bottom of an empty tin can) may replace the regular sprinkler for the moistening of the sheets.

The building must remain hermetically closed during at least 6 hours, and if the building is not air tight, the deficiency of fumigation or vaporization must be supplemented by a thorough scouring of the interior of the building with the solution of bichloride of mercury.

#### DESINFECTION OF A TENT.

1st method.—Hang up the tent inside an air tight building, then fumigate the building as above indicated, taking care that the vapors have access to the inner surface of the tent.

2d method.—Sprinkle the tent with formaline, then roll it up in a bundle, and let it remain there six hours at least, before setting it up again.

3rd method.—Wash the whole interior of the tent with the solution of bichloride of mercury.

Disinfection of infected baggage or suspected to be so : Empty the bags or valises ; spread out on the ground all their contents ; sprinkle them with formaline and immediately replace them in the bags or valises which will not be reopened until six hours will have elapsed.

Art. 16. Any owner of establishments to which the present by-laws apply will have to constantly keep in stock in each one of these establishments or at a distance not exceeding 30 miles from each one of them, the following minimum quantities of disinfectants ;

1. Bichloride of mercury in powder, one pound at least ; if there be more than ten employees, another additional pound ; if there be over twenty, two additional pounds, and so on, increasing the quantity in the same proportion.

2. Sulphur : 40 pounds, or one gallon of formaline at least ; if there be more than ten employees, one additional pound ; if there be more than twenty, two additional pounds ; and so on increasing the quantity in the same proportion.

Art. 17. Any officer or employee of the Board of health of the province can directly carry out or caused to be executed the present by-laws.

Art. 18. Saving special provisions to the contrary, for any infraction of the present by-laws, the delinquent become liable to a fine of twenty dollars, and to an additional fine of five dollars for each day above tow during which the infraction is continued.

1012

#### NOTICE

#### IN THE EXCHEQUER COURT OF CANADA

Special sittings of the Exchequer Court of Canada, for the trial of cases, &c., will be holden at the following times and places, provided that some case or matter is entered for trial or set down for hearing at the office of the registrar of the court, at Ottawa, at

la cour, à Ottawa, au moins dix jours avant le jour fixé pour telle séance ; et si aucune cause ou affaire est ainsi entrée ou inscrite pour aucune telle séance, alors la dite séance n'aura pas lieu, à savoir :

Au palais de justice, dans la cité de Montréal, P. Q., commençant mardi, le 6e jour de mai A. D., 1902, à 11 heures a. m.

Au palais de justice, dans la cité de Québec, P. Q., commençant mardi, le 13e jour de mai A. D., 1902, à 11 heures a. m.

Par ordre,

L. A. AUDETTE,

Régistrare.

1065

### Avis Divers

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis dans la "Gazette Officielle de Québec," les personnes ci-après nommées s'adresseront à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir des lettres patentes en vertu de la loi corporative des compagnies à fonds social, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés, à savoir :

1o Le nom proposé de la compagnie sera "Beauchemin & Fils."

2o Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée, sont dans le but de faire des affaires comme manufacturiers d'instruments agricoles, d'engins et bouilloires, moulins, essieux pour voitures, constructeurs de vaisseaux, fondeurs, et fabricants de tous ouvrages en fer, fonte, acier, cuivre et bois, et toutes autres ouvrages ayant rapport à la mécanique.

3o La principale place d'affaires de la dite compagnie sera en la cité de Sorel, dans la province de Québec.

4o Le montant du fonds social de la dite compagnie sera de cinquante mille piastres (\$50,000), divisé en cinq cents parts de (\$100.00) cent piastres chacune.

5o Les noms au long, résidence et profession des requérants sont comme suit : Philippe Beauchemin, industriel ; Alfred Beauchemin, comptable ; Victor Emmanuel Beauchemin, mécanicien ; Ovide Gauthier, menuisier ; Hormisdas Hudon Beaulieu, comptable, tous de la cité de Sorel province de Québec, et tous sont sujets anglais.

6o Que Philippe Beauchemin, Alfred Beauchemin et Victor Emmanuel Beauchemin, trois des requérants ci-dessus nommés seront les premiers directeurs de la dite compagnie.

WURTELE & LACROIX

Avocats des requérants.

Sorel, 4 mars, 1902.

1035.

least ten days before the day appointed for such sitting ; and if no case or matter is so entered or set down for either of such sittings, then the same shall not be holden, viz :

At the court house, in the city of Montréal, P. Q., commencing on Tuesday, the 6th day of May A. D., 1902, at 11 A. M.

At the court house, in the city of Québec, P. Q., commencing on Tuesday, the 13th day of May A. D., 1902, at 11 A. M.

By order,

L. A. AUDETTE,

Registrar.

1066

### Miscellaneous Notices

Notice is hereby given that within a month from the last publication of this notice in the "Quebec Official Gazette," the persons hereinafter named will apply to His Honor the Lieutenant-Governor in Council, for letters patent under the joint stock companies incorporation act, constituting the petitioners and all other persons who may become shareholders in the projected company, a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereafter set forth, to wit :

1. The proposed name of the company will be Beauchemin & Fils.

2. The objects for which incorporation is sought are : carrying on business as manufacturers of agricultural implements, engines and boilers, mills, carriage axles, ship builders, founders and manufacturers of all iron-work, cast-iron, steel, brass and wood, and all other business connected with machinery.

3. The chief place of business of the company, will be in the city of Sorel, in the province of Québec.

4. The amount of the capital stock of the said company will be fifty thousand dollars (\$50,000), divided into five hundred shares of one hundred dollars (100,000) each.

5. The names in full, residence and occupation of the petitioners are as follows : Philippe Beauchemin, manufacturer ; Alfred Beauchemin, accountant ; Victor Emmanuel Beauchemin, machinist ; Ovide Gauthier, cinner ; Hormisdas Hudon Beaulieu, accountant, all of the city of Sorel, province of Québec, and all british subjects.

6. Philippe Beauchemin, Alfred Beauchemin and Victor Emmanuel Beauchemin, three of the above mentioned petitioners will be the first directors of the said company.

WURTELE & LACROIX,

Solicitors for applicants.

Sorel, 4th March, 1902.

1036.

*Index de la Gazette Officielle de  
Québec, No. 10*

**ANNEXION DE MUNICIPALITÉS :—Demande d' :—**Divers lots du canton de Stanbridge à la municipalité Saint-Armand-Ouest, comté de Missisquoi, 615 ; Divers lots de la paroisse de Saint-Côme de Kennebec, comté de Beauce à la municipalité du village de Saint-Côme de Kennebec, 612 ; Divers lots de Saint-Cyprien, comté de Napierreville à Lacolle, comté de Saint-Jean, 612.

**ANNONCEURS : — Avis aux : —** Concernant avi, etc., 611.

**AVIS :—** Effets de bagage non réclamés, Cie du chemin de fer du Pacifique Canadien, 628 ; Extrait du registre du greffier des conseils de conciliation et d'arbitrage, 615 ; Règlements concernant le conseil d'hygiène, 639 ; Séances spéciales de la cour d'Échequier du Canada, 642.

**AVIS DE CANCELLATION :—Canton de :—**Dorion, 613 ; Fox, 613 ; Humqui, 613 ; Matalik, 613 ; York, 613.

**BILLS PRIVÉS, P. Q. :—Avis au sujet des :—**Assemblée législative, 617 ; Au sujet de la date de réception, 616 ; Conseil législatif, 616.

**DEMANDES A LA LÉGISLATURE :—**Admettre Jos. Nap. Landry à la pratique de médecine et de chirurgie, 619 ; Admettre W. C. Mills, médecin, 620 ; Cie d'Assurance Mutuelle contre le feu, du Canada, 620 ; Incorporer la Cie électrique de Sorel, 619 ; Incorporer la société d'administration générale, 620 ; The Liverpool & London & Globe Insurance Coy, 620 ; The Montreal Railway Coy, 589.

**DÉPENSES D'ÉLECTION :—Etat des :—**J. Arthur Godbout, comté de Beauce, 626

**FAILLIS :—**Béchar, 630 ; Canadian Wrapper Manufacturing Coy, 629 ; Coulombe, 629 ; Dme Bluteau, 628 ; Duval, 630 ; Gravel, 629 ; Magnan Frères, 630 ; Marchand, 630 ; Moule & Moison, 630 ; Plouffe, 628 ; Prevost, 631 ; Renault, 629 ; Rcbillard, 631 ; Rousseau, 629 ; Savard, 629.

**FORMATION DE SOCIÉTÉ :—**L'Union Provinciale, 638.

**LETTRES PATENTES, DEMANDES DE :—**Amiot, Lecours & Larivière, incorporée, 623 ; Beauchemin & Fls, 641 ; Eagle Electric Light Coy, 621 ; La Cie de laiterie Saint-Laurent, 623 ; La Cie manufacturière de Montmagny, 625 ; The Boas Felsen Coy, 625 ; The Charles A. Bull Produce Company, 622 ; The Hull Brewing & Malting Coy, 626 ; The Quebec Opera House Coy, 624 ; The T. F. Moore Coy, 622.

**LETTRES PATENTES ÉMISSES :—**La scierie Sainte-Agathe des Monts, 614 ; The Gres Falls Coy, 615.

**MINUTES DES NOTAIRES, DEMANDES DE TRANSFERT :—**De John Helder Isaacson à Robert Bennett Hutcheson, 615.

**MINUTES DE NOTAIRE, TRANSFÉRÉES :—**A Camille Perrault, 615.

**MUNICIPALITÉ, DEMANDE ACCORDÉE DE PUBLIER DANS UNE SEULE LANGUE :—**Paroisse de Saint-André

*Index of the Quebec Official  
Gazette, No. 10*

**MUNICIPALITIES ANNEXED :—Applying for :—**Several lots of the township of Stanbridge to the municipality of Saint Armand West, county of Missisquoi, 615 ; Several lots of the parish of Saint Côme de Kennebec, county of Beauce to the municipality of the village of Saint Côme de Kennebec, 612 ; Several lots of Saint Cyprien, county of Napierreville to Lacolle, county of Saint John, 612.

**ADVERTISERS :—Notice to :—**Respecting notices &c, 611.

**NOTICES :—**Articles of unclaimed baggage, Canadian Pacific Railway Coy, 628 ; Extract from the register of the clerk of the councils of conciliation and of arbitration, 615 ; By laws relating to the board of health 639 ; Special sittings of the Exchequer Court of Canada, 642.

**NOTICES OF CANCELLATION :—Township of :—**Dorion, 613 ; Fox, 613 ; Humqui, 613 ; Matalik, 613 ; York, 613

**PRIVATE BILLS, P. Q. :—Notices Respecting the :—**Legislative Assembly, 617 ; Relating the date of reception, 616 ; Legislative Council, 616.

**APPLICATIONS TO THE LEGISLATURE :—**To admit Jos. Nap. Landry to the practice of medicine and surgery, 619 ; To admit W. C. Mills, physician, 620 ; Cie d'Assurance Mutuelle contre le feu, du Canada, 620 ; To incorporate La Cie électrique de Sorel, 619 ; To incorporate the " Société d'administration générale ", 620 ; The Liverpool & London & Globe Insurance Coy, 620 ; The Montreal Railway Coy, 589.

**ELECTION EXPENSES :—Statement of :—**J. Arthur Godbout, county of Beauce, 626.

**INSOLVENTS :—**Béchar, 630 ; Canadian Wrapper Manufacturing Coy, 629 ; Coulombe, 629 ; Dme Bluteau, 628 ; Duval, 630 ; Gravel, 629 ; Magnan Frères, 630 ; Marchand, 630 ; Moule & Morison, 630 ; Plouffe, 628 ; Prevost, 631 ; Renault, 629 ; Robillard, 631 ; Rousseau, 629 ; Savard, 629.

**SOCIETY FORMED :—**L'Union Provinciale, 638.

**LETTERS PATENT, COMPANIES APPLYING FOR :—**Amiot, Lecours & Larivière, incorporated, 623 ; Beauchemin & Fls, 641 ; Eagle Electric Light Coy, 621 ; La Cie de Laiterie Saint Laurent, 623 ; La Cie manufacturière de Montmagny, 625 ; The Boas Felsen Coy, 625 ; The Charles B. Bull Produce Company, 622 ; The Hull Brewing & Malting Coy, 626 ; The Quebec Opera House Coy, 624 ; The T. F. Moore Coy, 622.

**LETTERS PATENT ISSUED :—**La scierie Sainte-Agathe des Monts, 614 ; The Gres Falls Coy, 615.

**MINUTES OF NOTARIES, APPLYING FOR :—**From John Helder Isaacson to Robert Bennett Hutcheson, 615.

**MINUTES OF NOTARY, TRANSFERRED :—**To Camille Perrault, 615.

**MUNICIPALITY, AUTHORIZED TO PUBLISH IN ONE LANGUAGE ONLY :—**Parish of Saint André

d'Acton, comté de Bagot, 613 ; Paroisse de Saint-Majorique de Farnham, comté de Drummond, 614.

**MUNICIPALITÉ SCOLAIRE ÉRIGÉE** :—Magpie, comté de Saguenay, 613.

**NOMINATIONS** :—*Commissaires d'écoles* :—Municipalité de Brompton, comté de Beauce, 612.

*Conseillers municipaux* :—Municipalité du canton de Ristigouche, comté de Bonaventure, 611.

*Conseiller municipal* :—Municipalité de la paroisse de la Présentation, comté de Saint-Hyacinthe, 611.

*Cour des commissaires* :—Sainte-Geneviève de Batiscan, 612.

*Magistrats de district* :—District de Richelieu, 612.

**SÉPARATIONS DE BIENS** :—Dmes Dalpé vs Collette, 626 ; Delorme vs Bachand, 627 ; Groleau vs Demers, 627 ; Pelletier vs Tanguay, 628 ; Savaria vs Aubertin, 627 ; Savage vs Marchildon, 626 ; Tremblay vs Montreuil, 627 ; Turner vs Descheneaux, 627.

**VENTES PAR LES SHERIFS :**

**BEDFORD** :—Dodge vs Dodge, 631.

**GASPÉ** :—Lelièvre vs Lelièvre, 632.

**IBERVILLE** :—Chicoine vs Martel, 632.

**JOLIETTE** :—Dme Gadoury *et vir* vs Rivet, 633 ; Fall River wholesale grocery vs Caisse, 633 ; Hannah vs Brereion *et al*, 633.

**MONTMAGNY** :—Lacroix vs Dame Gagnon, 634.

**MONTRÉAL** :—Masson vs Thompson, 636 ; Masterman *et al*, faillis, 634 ; Miss Trenholme vs Provost *et uxor*, 636 ; The Londonderry Iron Coy vs Charlebois *et al*, 635.

**QUÉBEC** :—Durand vs Dme Gagnon *ès-qual*, 637 ; Turcotte vs Dme Plamondon, 637.

**RICHELIEU** :—Dme St. Germain *et vir* vs Brouillet, 638.

**SAINT-FRANÇOIS** :—Lepitre vs Gosselin, 638.

d'Acton, county of Bagot, 613 ; Parish of Saint Majorique de Farnham, county of Drummond, 614.

**SCHOOL MUNICIPALITY ERECTED** :—Magpie, county of Saguenay, 613.

**APPOINTMENTS** :—*School commissioners* :—Municipality of Brompton, county of Beauce, 612.

*Municipal councillors* :—Municipality of the township of Ristigouche, county of Bonaventure, 611.

*Municipal councilor* :—Municipality of the parish of la Présentation, county of Saint-Hyacinth, 611.

*Commissioners' court* :—Sainte Geneviève de Batiscan, 612.

*District magistrates* :—District of Richelieu, 612.

**SÉPARATIONS AS TO PROPERTY** :—Dmes Dalpé vs Collette, 626 ; Delorme vs Bachand, 627 ; Groleau vs Demers, 627 ; Pelletier vs Tanguay, 628 ; Savaria vs Aubertin, 627 ; Savage vs Marchildon, 626 ; Tremblay vs Montreuil, 627 ; Turner vs Descheneaux, 627.

**SHERIFF'S SALES :**

**BEDFORD** :—Dodge vs Dodge, 631.

**GASPE** : Lelièvre vs Lelièvre, 632.

**IBERVILLE** :—Chicoine vs Martel, 632.

**JOLIETTE** :—Dme Gadaury *et vir* vs Rivet, 633 ; Fall River wholesale grocery vs Caisse, 633 ; Hannah vs Brereion *et al*, 633.

**MONTMAGNY** :—Lacroix vs Dme Gagnon, 634.

**MONTREAL** :—Masson vs Thompson, 636 ; Masterman *et al*, insolvents, 634 ; Miss Trenholme vs Provost *et uxor*, 636 ; The Londonderry Iron Coy vs Charlebois *et al*, 635.

**QUEBEC** :—Durand vs Dme Gagnon *ès-qual*, 637 ; Turcotte vs Dme Plamondon, 637.

**RICHELIEU** :—Dme St. Germain *et vir* vs Brouillet, 638.

**SAINT FRANCIS** :—Lepitre vs Gosselin, 638.